|  |  |
| --- | --- |
| **Conférence de plénipotentiaires (PP-14)Busan, 20 octobre - 7 novembre 2014** | **logo_F_** |
|  |  |
|  |  |
| SÉANCE PLÉNIÈRE | **Révision 1 auDocument 42-F** |
|  | **5 août 2014** |
|  | **Original: anglais** |
|  |
| Rapport du Conseil |
| Projets de résolutions 71, 72 et 151 et annexes de la résolution 71 – Projets de plan stratégique et de plan financier de l'union pour la période 2016-2019 |

|  |
| --- |
| RésuméLe présent rapport comprend les documents liés à l'adoption des Plans stratégique et financier de l'Union pour 2016-2019:La Résolution 71 concerne l'adoption du Plan stratégique quadriennal de l'Union (*Annexe 2 de la Résolution 71: Plan stratégique de l'Union pour la période 2016-2019*) et assure la coordination avec le Plan financier quadriennal (*Annexe 3 de la Résolution 71: Répartition des ressources entre les objectifs et les buts stratégiques*).Il est en outre proposé d'apporter des modifications aux Résolutions 71, 72 et 151 en vue de les aligner comme il convient sur le nouveau plan stratégique et d'assurer la réussite de sa mise en oeuvre.Ces documents ont été examinés et approuvés par le Conseil à sa session de 2014.Le présent rapport est fondé sur les travaux du Groupe de travail du Conseil chargé d'élaborer le projet de Plan stratégique et le projet de Plan financier de l'Union pour la période 2016-2019 (GTC SP-FP); il intègre la contribution de l'UIT-D au Plan stratégique approuvé par la CMDT-14. Les résultats des débats du Groupe consultatif des radiocommunications (GCR) et du Groupe consultatif de la normalisation des télécommunications (GCNT) qui se sont réunis à Genève en juin 2014, donc après la session du Conseil, ont également été intégrés dans la Révision 1 du document.**Suite à donner**La Conférence de plénipotentiaires est invitée à **examiner** et à **adopter** le projet de Résolution 71, y compris les quatre Annexes de ladite Résolution, et les projets de Résolutions 72 et 151.**Références**[*Résolution 71 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires*](http://www.itu.int/council/Basic-Texts/ResDecRec-PP10-e.docx#res71)[*Résolution 72 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires*](http://www.itu.int/council/Basic-Texts/ResDecRec-PP10-e.docx#res72)[*Résolution 151 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires*](http://www.itu.int/council/Basic-Texts/ResDecRec-PP10-e.docx#res151) |

Note d'introduction

Le présent rapport comprend les textes suivants que le Conseil a adoptés à sa session de 2014:

– le projet de Résolution [71](#res71);

– l'[Annexe 1 de la Résolution 71](#res71Annex1): Considérations générales sur le Plan stratégique de l'Union pour la période 2016-2019;

– l'[Annexe 2 de la Résolution 71](#res71Annex2): Plan stratégique de l'Union pour la période 2016-2019;

– l'[Annexe 3 de la Résolution 71](#res71Annex3): Répartition des ressources entre les objectifs et les buts stratégiques[[1]](#footnote-1);

– l'[Annexe 4 de la Résolution 71](#res71Annex4): Glossaire du Plan stratégique de l'Union pour la période 2016‑2019;

– les Projets de Résolutions [72](#res72) et [151](#res151).

Conformément au [numéro 74A](http://www.itu.int/net/about/basic-texts/constitution/chapteri.aspx) de la Constitution, le Secrétaire général prépare, avec l'assistance du Comité de coordination, et fournit aux Etats Membres et aux Membres des Secteurs les données concrètes éventuellement nécessaires à l'élaboration d'un rapport sur la politique et sur le plan stratégique de l'Union et coordonne la mise en oeuvre dudit plan; ce rapport est communiqué aux Etats Membres et aux Membres des Secteurs, pour examen, au cours des deux dernières sessions ordinaires du Conseil qui précèdent la Conférence de plénipotentiaires.

Conformément aux [numéros 62A](http://www.itu.int/net/about/basic-texts/convention/chapteri.aspx) et [62B](http://www.itu.int/net/about/basic-texts/convention/chapteri.aspx) de la Convention, le Conseil reçoit et examine les données concrètes pour la planification stratégique qui sont fournies par le Secrétaire général comme indiqué au numéro 74A de la Constitution et, au cours de l'avant-dernière session ordinaire du Conseil avant la Conférence de plénipotentiaires suivante, commence l'élaboration d'un projet de nouveau plan stratégique pour l'Union, en s'appuyant sur les contributions des Etats Membres et des Membres des Secteurs, ainsi que celles des groupes consultatifs des Secteurs, et établit un projet de nouveau plan stratégique coordonné quatre mois au plus tard avant la Conférence de plénipotentiaires.

Conformément au [numéro 50](http://www.itu.int/net/about/basic-texts/constitution/chapteri.aspx) de la Constitution, la Conférence de plénipotentiaires examine les rapports du Conseil sur l'activité de l'Union depuis la précédente Conférence de plénipotentiaires ainsi que sur la politique générale et la planification stratégique de l'Union. Conformément au [numéro 51](http://www.itu.int/net/about/basic-texts/constitution/chapteri.aspx) de la Constitution, la Conférence de plénipotentiaires établi le plan stratégique pour l'Union.

A sa session de 2013, le Conseil a établi, par sa Résolution [1358](http://www.itu.int/md/S13-CL-C-0099/en), le Groupe de travail du Conseil chargé d'élaborer le projet de Plan stratégique et le projet de Plan financier de l'Union pour la période 2016-2019 (GTC SP-FP). Pendant les réunions qu'il a tenues en 2013 et en 2014, le GTC SP‑FP a élaboré un projet de plan stratégique reprenant le cadre de la gestion axée sur les résultats et basé sur les contributions des Etats Membres, des Membres des Secteurs et des Groupes consultatifs des Secteurs ainsi que sur celles du Secrétaire général et des Directeurs des Bureaux. La contribution de la CMDT-14 a été incorporée dans le projet de plan stratégique qui a été examiné et adopté par le Conseil à sa session de 2014.

En application des décisions prises à sa session de 2014, le Conseil a autorisé le Président du GTC SP-FP, sous la supervision du Président du Conseil, à intégrer les résultats des discussions du Groupe consultatif des radiocommunications (GCR) et du Groupe consultatif de la normalisation des télécommunications (GCNT) qui ont eu lieu à Genève en juin 2014 et, en conséquence, à soumettre une version révisée des documents à la PP-14, si nécessaire. La Révision 1 du présent document intègre les résultats des débats du GCR et du GCNT concernant les résultats et les produits proposés de l'UIT-R et de l'UIT-T.

Par ailleurs, bien que le Conseil, à sa session de 2014, n'ait pas demandé au GCR ni au GCNT de présenter des contributions sur les objectifs proposés pour l'UIT-R et l'UIT-T, le GCR et le GCNT ont pris note des propositions suivantes qui seront soumises à la PP-14 pour examen:

a) Le GCR a pris note de la proposition visant à ajouter les mots "en temps utile" aux Objectifs R.1 et R.2 de l'UIT-R.

b) Le GCNT a pris note de la proposition visant à ajouter le mot "nationaux" à l'Objectif T.5 (en application du numéro 196, article 14, de la Convention de l'Union internationale des télécommunications qui fait aussi référence aux "organisations nationales de normalisation").

RÉSOLUTION 71 (Rév. Busan, 2014)

Plan stratégique de l'Union pour la période 2016-2019

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Busan, 2014),

considérant

*a*)les dispositions de la Constitution de l'UIT et de la Convention de l'UIT relatives aux politiques et plans stratégiques;

*b)* l'article 19 de la Convention relatif à la participation des Membres des Secteurs aux activités de l'Union;

c) que, dans sa Résolution 72 (Rév. Guadalajara, 2010), la Conférence de plénipotentiaires souligne l'importance de la coordination des Plans stratégique, financier et opérationnel pour mesurer les progrès réalisés dans l'accomplissement des buts et objectifs de l'UIT,

notant

les défis que devra relever l'Union pour s'acquitter de ses missions dans l'environnement des télécommunications/technologies de l'information et de la communication (TIC) en mutation constante ainsi que le contexte de l'élaboration et de la mise en oeuvre du Plan stratégique tel qu'il est décrit dans l'Annexe 1 de la présente Résolution,

reconnaissant

*a)* l'expérience acquise dans la mise en oeuvre du Plan stratégique de l'Union pour la période 2012-2015;

*b)* les recommandations figurant dans le rapport du Corps commun d'inspection (CCI) des Nations Unies sur la planification stratégique au sein du système des Nations Unies publié en 2012;

*c)* que la coordination efficace entre le Plan stratégique et le Plan financier, tel qu'il figure dans l'Annexe I de la Décision 5 (Rév. Busan, 2014) peut être réalisée au moyen de la réimputation des ressources du Plan financier aux différents Secteurs, puis aux buts et objectifs du Plan stratégique, comme indiqué dans l'Annexe 3 de la présente Résolution,

décide

d'adopter le Plan stratégique pour la période 2016-2019 figurant dans l'Annexe 2 de la présente Résolution,

charge le Secrétaire général

1 en coordination avec les Directeurs des trois Bureaux, d'élaborer et d'appliquer un cadre UIT de présentation des résultats pour le Plan stratégique de l'Union pour la période 2016-2019 (Annexe 2), selon les principes de la budgétisation axée sur les résultats (BAR) et de la gestion axée sur les résultats (GAR);

2 en coordination avec les Directeurs des trois Bureaux, lorsqu'il fait rapport chaque année au Conseil de l'UIT, de présenter des rapports d'activité annuels sur la mise en oeuvre du plan stratégique pour la période 2016-2019 et sur les résultats obtenus par l'Union dans la réalisation de ses buts et objectifs, avec des recommandations visant à adapter le plan compte tenu de l'évolution de l'environnement des télécommunications/TIC et/ou par suite de l'évaluation des résultats, en particulier:

i) en mettant à jour les parties du plan stratégique relatives aux objectifs, aux résultats et aux produits;

ii) en apportant toutes les modifications nécessaires pour veiller à ce que le plan stratégique facilite l'accomplissement de la mission de l'UIT, compte tenu des propositions formulées par les groupes consultatifs des Secteurs compétents, des décisions prises par les conférences et les assemblées des Secteurs et de l'évolution de l'orientation stratégique des activités de l'Union dans le contexte des limites financières fixées par la Conférence de plénipotentiaires;

iii) en assurant la coordination entre les plans stratégique, financier et opérationnel de l'UIT et en élaborant le Plan stratégique correspondant pour les ressources humaines;

3 de communiquer ces rapports, après examen par le Conseil, à tous les Etats Membres, en les invitant instamment à les diffuser aux Membres des Secteurs ainsi qu'aux entités et organisations visées au numéro 235 de la Convention, qui ont participé à ces activités,

charge le Conseil

1 de contrôler l'évolution ultérieure et l'application du cadre UIT de présentation des résultats de la mise en oeuvre du Plan stratégique de l'Union pour la période 2016-2019 (Annexe 2);

2 de contrôler l'évolution ultérieure et la mise en oeuvre du Plan stratégique pour la période 2016-2019 tel qu'il figure dans l'Annexe 2 de la présente Résolution et, au besoin, d'adapter le Plan stratégique sur la base des rapports du Secrétaire général;

3 de présenter à la prochaine Conférence de plénipotentiaires une évaluation des résultats du plan stratégique pour la période 2016-2019, ainsi qu'un projet de plan stratégique pour la période 2020-2023,

invite les Etats Membres

à contribuer, par une réflexion aux niveaux national et régional sur les questions de politique générale, de réglementation et d'exploitation, au processus de planification stratégique entrepris par l'Union pendant la période précédant la prochaine Conférence de plénipotentiaires, afin:

– de renforcer l'efficacité de l'Union dans la réalisation de ses objectifs, tels qu'ils sont énoncés dans ses instruments, en participant à la mise en oeuvre du plan stratégique;

– d'aider l'Union à répondre aux nouvelles aspirations de toutes ses parties prenantes, dans un environnement où les structures nationales de fourniture des services de télécommunication/TIC continuent d'évoluer,

invite les Membres des Secteurs

à faire connaître leurs vues sur le plan stratégique de l'Union par l'intermédiaire du Secteur dont ils sont Membres et des groupes consultatifs correspondants.

Annexe 1 de la Résolution 71

Considérations générales sur le Plan stratégique de l'Union
pour la période 2016-2019

La Section 1 du présent document d'information à caractère général est une introduction qui présente l'Union internationale des télécommunications (UIT), son rôle en tant que institution spécialisée des Nations Unies ainsi que le rôle et la mission de ses Secteurs et de ses organes directeurs.

La Section 2 – Evaluation générale – expose les enseignements tirés de la mise en oeuvre du Plan stratégique pour la période 2012-2015 et décrit les grandes lignes générales de l'environnement/du secteur des télécommunications/technologies de l'information et de la communication (TIC) en rapport avec le Plan stratégique pour la période 2016‑2019.

La Section 3 présente des analyses de la situation relatives au rôle et à l'avenir de chacun des Secteurs de l'UIT.

# 1 Introduction

Conformément à son objet, tel qu'il est défini dans la Convention et la Constitution (Article 1, § 1‑2), l'Union s'est engagée à connecter le monde et, dans cette optique, oeuvre pour assurer un fonctionnement harmonieux et efficace de l'infrastructure mondiale des communications qui permette à chacun d'avoir accès aux avantages des télécommunications/TIC et pour contribuer à l'atténuation de nouveaux risques. L'UIT supervise l'attribution des fréquences du spectre au niveau international et assure la coordination des satellites, s'emploie à élaborer de nouvelles normes relatives aux télécommunications/TIC consensuelles, analyse les politiques générales, s'efforce de créer un environnement propice et fournit également une assistance technique à ses Etats Membres.

Les activités de l'Union dont les orientations sont définies par les Etats Membres et les Membres de Secteur sont très diverses, qu'il s'agisse des normes qui sous-tendent l'exploitation du large bande ou de l'attribution du spectre, des technologies de base en ce qui concerne l'accès ou du large bande mobile haut débit, des câbles sous-marins ou des fibres optiques terrestres, des liaisons hyperfréquences ou des satellites, de l'accessibilité à la cybersanté, de l'autonomisation des femmes ou de l'interopérabilité. Les travaux que l'UIT mène en collaboration avec les gouvernements, le secteur privé, les milieux universitaires et la société civile contribuent à assurer une connectivité universelle et efficace à la radiodiffusion sonore et télévisuelle et à l'Internet.

## 1.1 L'UIT, son rôle en tant qu'organisation du système des Nations Unies: contribuer au pouvoir de transformation du programme de développement pour l'après-2015

Alors qu'approche la date butoir pour la réalisation des OMD et que la mise en place du programme de développement pour l'après-2015 des Nations Unies et des Objectifs de développement durable (ODD) est bien avancée, les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies s'emploient à définir un cadre unique pour le développement qui incarne un ensemble cohérent de buts intégrant de façon équilibrée les trois dimensions du développement durable qui ont été identifiées lors de la Conférence Rio+20 (à savoir le volet social, le volet économique et le volet protection de l'environnement).

Le rôle des télécommunications/TIC, y compris du large bande, est essentiel pour accélérer les progrès sur la voie du développement durable. Ces technologies sont en effet au coeur même de toute politique de développement et constituent un atout majeur pour l'élaboration d'un programme de développement au niveau national, régional et/ou mondial[[2]](#footnote-2)1.

Depuis 2003, le processus du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) a largement contribué au développement des télécommunications/TIC à l'échelle mondiale qui s'inscrit dans le droit fil du programme de développement global. Dans le cadre de la stratégie qu'elle met en oeuvre pour connecter le monde, l'Union veille à ce que les télécommunications/TIC continuent d'être reconnues à leur juste valeur par la communauté internationale et trouvent toute leur place dans la nouvelle stratégie de l'Organisation des Nations Unies en faveur d'un développement durable et équitable.

L'UIT est également déterminée à intégrer dans son plan et ses travaux stratégiques les priorités de l'Organisation des Nations Unies, dans des domaines tels que l'égalité entre les hommes et les femmes, les personnes handicapées, les populations rurales, les personnes âgées et la réduction des risques de catastrophe naturelle, pour n'en citer que quelques-uns. Le système des Nations Unies s'est également lancé dans un processus de réforme qui exige, entre autres, une harmonisation des pratiques opérationnelles, en particulier l'application de la méthode de la gestion axée sur les résultats (GAR). Ces efforts et réformes prioritaires engagés à l'échelle mondiale entrent en ligne de compte dans la stratégie de l'UIT.

## 1.2 Organes directeurs/rôle des Secteurs

L'Union comprend: a) la Conférence de plénipotentiaires qui est l'organe suprême de l'Union; b) le Conseil qui agit au nom de la Conférence de plénipotentiaires; c) les conférences mondiales des télécommunications; d) le Secteur des radiocommunications (UIT-R), y compris les conférences mondiales et régionales des radiocommunications, les assemblées des radiocommunications et le Comité du Règlement des radiocommunications; e) le Secteur de la normalisation des télécommunications (UIT-T), y compris les assemblées mondiales de normalisation des télécommunications; f) le Secteur du développement des télécommunications (UIT-D) y compris les conférences mondiales et régionales de développement des télécommunications; et g) le Secrétariat général. Les trois Bureaux (Bureau des radiocommunications ou BR; Bureau de la normalisation des télécommunications ou TSB; et Bureau de développement des télécommunications ou BDT) font office de secrétariat pour chaque Secteur.

### 1.2.1 Organes directeurs de l'UIT

#### 1.2.1.1 La Conférence de plénipotentiaires

La Conférence de plénipotentiaires est l'organe suprême de l'Union. Elle prend les décisions qui déterminent les orientations de l'Union et de ses activités.

#### 1.2.1.2 Le Conseil

Le Conseil, en sa qualité d'organe directeur de l'Union, agit en tant que mandataire de la Conférence de plénipotentiaires. Il prend toutes les mesures propres à faciliter la mise en oeuvre des dispositions de la Constitution de l'UIT, de la Convention de l'UIT, des Règlements administratifs (Règlement des télécommunications internationales et Règlement des radiocommunications), des décisions de la Conférence de plénipotentiaires et, le cas échéant, des décisions des autres conférences et réunions de l'Union. Le Conseil de l'UIT exerce un contrôle également en ce qui concerne la politique et la planification stratégique de l'Union et il est chargé d'assurer le bon fonctionnement quotidien de l'Union, de coordonner les programmes de travail, d'approuver les budgets ainsi que de contrôler les finances et les dépenses. Il examine les grandes questions de politique des télécommunications afin que les activités, les politiques et la stratégie de l'Union soient parfaitement adaptées à l'évolution de l'environnement/du secteur des télécommunications/TIC.

### 1.2.2 Le rôle et la mission de chacun des Secteurs de l'UIT

#### 1.2.2.1 Le Secteur des radiocommunications de l'UIT (UIT-R)

Le Secteur des radiocommunications de l'UIT (UIT-R) joue un rôle essentiel dans la gestion à l'échelle mondiale du spectre des fréquences radioélectriques et des orbites de satellites, ressources naturelles limitées qui sont de plus en plus sollicitées par un nombre important et croissant de services tels que les services fixe, mobile, de radiodiffusion, d'amateur, de recherche spatiale, les télécommunications d'urgence, la météorologie, les systèmes mondiaux de localisation, les systèmes de surveillance de l'environnement et les services de communication qui assurent la sécurité de la vie humaine sur terre, en mer et dans les airs.

L'UIT-R a pour mission d'assurer l'utilisation rationnelle, équitable, efficace et économique du spectre des fréquences radioélectriques par tous les services de radiocommunication, y compris ceux qui utilisent les orbites de satellite, de procéder à des études et d'approuver des recommandations sur des questions de radiocommunication.

*Conférences mondiales des radiocommunications (CMR)*

Dans le cadre de leur mandat, les conférences mondiales des radiocommunications (CMR), convoquées tous les trois à quatre ans, examinent et révisent, au besoin, le Règlement des radiocommunications qui est le traité international régissant l'utilisation du spectre des fréquences radioélectriques et des orbites de satellite. Les révisions sont apportées en fonction de l'ordre du jour établi par le Conseil de l'UIT qui tient compte des recommandations des conférences mondiales des radiocommunications précédentes.

*Assemblées des radiocommunications (AR)*

Habituellement convoquées tous les trois ou quatre ans et associées, en lieu et date, à des Conférences mondiales des radiocommunications (CMR), les Assemblées des radiocommunications (AR) sont responsables de la structure, du programme et des procédures d'approbation des études sur les radiocommunications. Les Assemblées:

– attribuent les travaux préparatoires et d'autres questions aux Commissions d'études;

– donnent suite à d'autres demandes émanant des conférences de l'UIT;

– proposent des sujets à inscrire à l'ordre du jour de futures CMR;

– approuvent et publient les Recommandations UIT-R et les Questions UIT-R élaborées par les Commissions d'études;

– fixent le programme de travail des Commissions d'études, dissolvent les Commissions d'études ou en créent de nouvelles, s'il y a lieu.

*Comité du Règlement des radiocommunications (RRB)*

Les douze membres du Comité du Règlement des radiocommunications (RRB) sont élus par la Conférence de plénipotentiaires. Ils s´acquittent de leurs tâches de manière indépendante et à temps partiel et se réunissent normalement jusqu´à quatre fois par an, à Genève. Le Comité:

– approuve les Règles de procédure qu'utilise le Bureau des radiocommunications pour appliquer les dispositions du Règlement des radiocommunications et inscrire les assignations de fréquence soumises par les Etats Membres;

– traite les questions dont il est saisi par le Bureau et qui ne peuvent pas être résolues par l'application des dispositions du Règlement des radiocommunications ou des Règles de procédure;

– examine les rapports sur les études qu'à menées le Bureau à la demande d'une ou de plusieurs administrations dans le cas de problèmes de brouillage non résolus et formule des recommandations;

– formule des avis à l'intention des Conférences des radiocommunications et des Assemblées des radiocommunications;

– examine les appels de décisions prises par le Bureau des radiocommunications en ce qui concerne des assignations de fréquence;

– assume toute autre fonction supplémentaire prescrite par une conférence compétente ou par le Conseil.

*Commissions d'études de l'UIT-R*

Les Commissions d'études de l'UIT-R, y compris la Commission spéciale, élaborent les bases techniques, d'exploitation, de réglementation et de procédure en vue des décisions qui sont prises par les conférences mondiales des radiocommunications. La Réunion de préparation à la Conférence (RPC) fait la synthèse de ces bases. Les Commissions d'études de l'UIT-R élaborent également des normes internationales (Recommandations), des Rapports, des Voeux et des Manuels sur les questions de radiocommunication.

*Groupe consultatif des radiocommunications (GCR)*

Aux termes de l'article 11A de la Convention, le GCR: "1) examine les priorités, les programmes, les opérations, les questions financières et les stratégies concernant les assemblées des radiocommunications, les commissions d'études et autres groupes et la préparation des conférences des radiocommunications, ainsi que toute question particulière que lui confie une conférence de l'Union, une assemblée des radiocommunications ou le Conseil; 1*bis)* examine la mise en oeuvre du plan opérationnel de la période précédente, afin de déterminer les domaines dans lesquels le Bureau n'a pas atteint ou n'a pas pu atteindre les objectifs fixés dans ce plan, et conseille le directeur en ce qui concerne les mesures correctives nécessaires; 2) examine les progrès accomplis dans l'exécution du programme de travail [...]; 3) fournit des lignes directrices relatives aux travaux des commissions d'études; 4) recommande des mesures visant notamment à encourager la coopération et la coordination avec d'autres organes de normalisation, avec le

Secteur de la normalisation des télécommunications, avec le Secteur du développement des télécommunications et avec le Secrétariat général; [...] 6) élabore un rapport à l'intention du directeur du Bureau des radiocommunications, en indiquant les mesures prises concernant les points ci-dessus; 7) élabore un rapport à l'intention de l'assemblée des radiocommunications sur les questions qui lui ont été confiées conformément au numéro 137A de la présente Convention et le transmet au directeur pour soumission à l'assemblée [...]".

#### 1.2.2.2 Le Secteur de la normalisation des télécommunications de l'UIT (UIT-T)

Le Secteur de la normalisation des télécommunications de l'UIT (UIT-T) a pour mission d'offrir une instance mondiale unique au sein de laquelle les représentants de l'industrie et du secteur public oeuvrent ensemble pour encourager le développement et l'utilisation de normes internationales compatibles, non discriminatoires et établies en fonction de la demande, et reposant sur le principe d'ouverture, qui tiennent compte des besoins des utilisateurs, afin de créer un environnement dans lequel les utilisateurs puissent avoir accès, partout dans le monde, à des services d'un coût abordable indépendamment de considérations de technologie, en particulier dans les pays en développement, tout en établissant parallèlement des liens entre les activités de l'UIT-T et les résultats pertinents du Sommet mondial sur la société de l'information.

*Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications*

Convoquée tous les quatre ans, l'Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications (AMNT) fixe l'orientation et la structure générales de l'UIT-T, définit la politique générale du Secteur, établit les commissions d'études, approuve leur programme de travail pour les quatre années à venir et nomme leur président et leurs vice-présidents.

*Groupe consultatif de la normalisation des télécommunications (GCNT)*

Aux termes de l'Article 14A de la Convention, le GCNT: "1) étudie les priorités, les programmes, les opérations, les questions financières et les stratégies applicables aux activités du Secteur de la normalisation des télécommunications; 1*bis)* examine la mise en oeuvre du plan opérationnel [...]; 2) examine les progrès accomplis dans l'exécution du programme de travail [...]; 3) fournit des lignes directrices relatives aux travaux des commissions d'études; 4) recommande des mesures visant notamment à encourager la coopération et la coordination avec d'autres organismes compétents ainsi qu'avec le Secteur des radiocommunications, le Secteur du développement des télécommunications et le Secrétariat général; [...] 6) élabore un rapport à l'intention du directeur du Bureau de la normalisation des télécommunications en indiquant les mesures prises concernant les points ci‑dessus; 7) élabore un rapport à l'intention de l'assemblée mondiale de normalisation des télécommunications sur les questions qui lui ont été confiées [...]".

*Commissions d'études de l'UIT-T*

Les Commissions d'études de l'UIT-T rassemblent des experts du monde entier qui élaborent des normes internationales, à savoir les Recommandations UIT-T qui sous-tendent l'infrastructure mondiale des télécommunications/TIC. Elles permettent d'assurer des communications dans le monde entier en garantissant l'interopérabilité des réseaux et des dispositifs de télécommunication/TIC de tous les pays.

#### 1.2.2.3 Le Secteur du développement des télécommunications de l'UIT (UIT-D)

Le Secteur du développement des télécommunications de l'UIT (UIT-D) a pour mission première d'encourager la coopération et la solidarité internationales en vue de fournir une assistance technique aux pays en développement et de créer, de développer et de perfectionner des équipements et des réseaux de télécommunication/TIC dans ces pays. L'UIT-D doit s'acquitter de la double responsabilité qui est celle de l'Union en tant qu'institution spécialisée des Nations Unies et agent d'exécution pour la mise en oeuvre des projets relevant des activités des Nations Unies pour le développement ou d'autres modalités de financement, en vue de faciliter et d'améliorer le développement des télécommunications/TIC en offrant, organisant et coordonnant des activités d'assistance et de coopération techniques.

*Conférence mondiale de développement des télécommunications*

La Conférence mondiale de développement des télécommunications (CMDT) établit le programme de travail ainsi que des lignes directrices pour le Secteur de l'UIT-D pour le cycle de quatre ans suivant tandis que les conférences régionales examinent les travaux qui sont menés pour parvenir aux objectifs généraux et veillent à ce que les buts soient atteints. Les conférences de développement des télécommunications sont des instances au sein desquelles toutes les parties prenantes intéressées et concernées par les travaux de l'UIT-D débattent des questions se rapportant à la fracture numérique, aux télécommunications et au développement. Elles examinent aussi les nombreux programmes et projets du Secteur et du Bureau de développement des télécommunications (BDT). Il est rendu compte des résultats obtenus et de nouveaux projets sont lancés.

Chaque réunion préparatoire régionale est l'occasion pour les pays de la région concernée de se réunir, de faire le point de leurs besoins et d'examiner les projets en cours et futurs du Secteur.

*Groupe consultatif pour le développement des télécommunications (GCDT)*

Aux termes de l'Article 17A de la Convention, le GCDT: "1) étudie les priorités, les programmes, les opérations, les questions financières et les stratégies applicables aux activités du Secteur du développement des télécommunications; 1*bis)* examine la mise en oeuvre du plan opérationnel de la période précédente, afin de déterminer les domaines dans lesquels le Bureau n'a pas atteint ou n'a pas pu atteindre les objectifs fixés dans ce plan, et conseille le directeur en ce qui concerne les mesures correctives nécessaires; 2) examine les progrès accomplis dans l'exécution du programme de travail [...]; 3) fournit des lignes directrices relatives aux travaux des commissions d'études; 4) recommande des mesures visant notamment à encourager la coopération et la coordination avec le Secteur des radiocommunications, le Secteur de la normalisation des télécommunications et le Secrétariat général ainsi qu'avec d'autres institutions de développement et de financement compétentes; [...] 6) élabore un rapport à l'intention du directeur du Bureau de développement des télécommunications, en indiquant les mesures prises concernant les points ci-dessus; 6*bis*) élabore un rapport à l'intention de la conférence mondiale de développement des télécommunications sur les questions qui lui ont été confiées conformément au numéro 213A de la présente Convention et le transmet au directeur pour soumission à la conférence [...]".

*Commissions d'études de l'UIT-D*

Pour appuyer les activités du Bureau de développement des télécommunications dans les domaines du partage des connaissances et du renforcement des capacités, les Commissions d'études de l'UIT-D étudient et analysent les questions relatives aux télécommunications/TIC, articulées autour de tâches, qui sont prioritaires pour les pays en développement. Les deux commissions d'études de l'UIT‑D constituent pour les gouvernements, les entités du secteur privé et les milieux universitaires une instance neutre au sein de laquelle ils peuvent débattre des questions prioritaires pour le secteur des télécommunications/TIC: la Commission d'études 1 s'occupe des questions relatives à l'environnement propice, à la cybersécurité, aux applications des TIC et à l'Internet. La Commission d'études 2 s'occupe des questions relatives à l'infrastructure de l'information et de la communication et au développement des technologies, aux télécommunications d'urgence et à l'adaptation aux effets des changements climatiques.

#### 1.2.2.4 Activités intersectorielles

Les Résolutions des conférences de plénipotentiaires et les Décisions du Conseil prévoient, conformément au mandat de l'Union, d'autres manifestations, forums et conférences qui concernent tous les Secteurs.

*Conférence mondiale des télécommunications internationales*

Une conférence mondiale des télécommunications internationales peut réviser en partie ou, dans des cas exceptionnels, en totalité le Règlement des télécommunications internationales et peut traiter toute question de nature mondiale relevant de sa compétence ou se rapportant à son ordre du jour.

# 2 Evaluation générale

Cette évaluation vise à passer brièvement en revue la mise en oeuvre du Plan stratégique de l'Union pour la période 2012-2015, à déterminer les grandes lignes d'évolution de l'environnement/du secteur des télécommunications/TIC qui orienteront les travaux de l'UIT dans l'avenir et à identifier les problèmes liés à cet environnement. Les principaux éléments relevés sont les suivants:

1) La croissance du secteur des télécommunications/TIC est forte et ces technologies sont de plus en plus largement disponibles et répandues.

2) Alors que les télécommunications/TIC sont de plus en plus largement utilisées, les inégalités se creusent et le problème de l'exclusion s'exacerbe: la réduction de la fracture numérique et l'inclusion numérique sont des questions qui doivent faire l'objet d'une attention toute particulière.

3) La croissance soutenue et l'utilisation croissante des télécommunications/TIC ne sont pas sans risques et posent de nouveaux problèmes.

4) Le phénomène de convergence se produit à différents niveaux et fait disparaître les cloisonnements entre les différents secteurs technologiques. Les technologies évoluent rapidement, le rythme de l'innovation s'accélère et l'omniprésence des technologies devient chaque jour de plus en plus une réalité. L'environnement/le secteur des télécommunications/TIC est de plus en plus complexe. L'évolution et la convergence des télécommunications/TIC auront également une incidence sur leur environnement/secteur en constante mutation.

## 2.1 Bref examen de la mise en œuvre du plan stratégique de l'Union pour la période 2012‑2015

Le plan stratégique de l'Union pour la période 2012-2015 a été adopté par la Conférence de plénipotentiaires de 2010 tenue à Guadalajara (Mexique). Il est structuré de façon notamment à faciliter la mise en oeuvre de la méthode de de la gestion axée sur les résultats (GAR) et à rattacher les objectifs stratégiques aux activités fondamentales de l'UIT.

Le plan stratégique pour la période 2012-2015 a permis à l'Union de progresser dans l'accomplissement de sa mission et la réalisation de ses buts. Un aperçu d'ensemble détaillé des résultats qu'elle a obtenus entre 2011[[3]](#footnote-3) et 2014 est donné dans le "Rapport sur la mise en œuvre du plan stratégique et sur les activités de l'Union pour la période 2011-2014" (Document PP14/20).

*Enseignements tirés*

Sur la base de l'analyse de la mise en œuvre du plan stratégique en cours et après un examen approfondi des pratiques suivies dans d'autres organisations du système des Nations Unies, il a été jugé nécessaire d'apporter les grandes modifications suivantes au Plan stratégique pour la période 2016-2019:

• **Une seule et même vision, une seule et même mission et un ensemble de valeurs fondamentales**: la vision et la mission de l'Union tout entière ainsi que les valeurs fondamentales qui déterminent les priorités de ses activités et guident ses processus décisionnels doivent être définies et exposées dès le début du plan stratégique.

**• Un cadre solide axé sur les résultats**: la planification stratégique et la planification opérationnelle s'inscrivent dans le même cadre axé sur les résultats mais à des niveaux de détail différents. Pour que les principes de la GAR se concrétisent, le cadre axé sur les résultats, mis en place à l'UIT, doit intégrer les éléments suivants:

– **Les buts stratégiques** et **les cibles de l'UIT**: les buts stratégiques, à la réalisation desquels contribuent les trois Secteurs, leurs Bureaux respectifs et le Secrétariat général, doivent être définis à l'échelle de l'Union tout entière. Les cibles globales en matière de télécommunications/TIC peuvent être les indicateurs qui mesurent le degré de réalisation pour ce qui est des buts stratégiques dans la mesure où elles fournissent des valeurs de référence et des cibles pour la période couverte par le plan stratégique.

– **Les objectifs** et **les résultats**: les objectifs et les résultats de chaque Secteur et intersectoriels doivent être fixés pour atteindre les objectifs stratégiques de l'Union.

– **Les produits** et **les activités** correspondantes: les produits ou les services finals fournis par l'UIT et les activités correspondantes qui doivent être menées à bien pour offrir ces produits ou ces services s'inscrivent dans le processus de planification opérationnelle. Ainsi, la cohérence avec les buts stratégiques et les objectifs/résultats de l'UIT sera assurée et les mesures correctives qui pourraient s'avérer nécessaires pendant la période de quatre ans couverte par le plan stratégique pour s'adapter à l'évolution rapide de l'environnement/du secteur des télécommunications/TIC pourront être prises.

**• Des critères de mise en oeuvre clairs**: des critères appropriés doivent être définis pour renforcer la coordination entre la planification stratégique et la planification opérationnelle et pour établir une hiérarchie dans les différentes activités de l'Union.

**•** Renforcer la **méthode de la GAR**: pour améliorer encore le suivi de la mise en oeuvre du plan stratégique et pour pouvoir apporter les éventuelles mesures correctives pendant la période de quatre ans, les résultats de l'UIT doivent s'inscrire dans un cadre détaillé qui s'appuiera sur le renforcement des cadres suivants:

– **Cadre de gestion des performances**: ce cadre servira à évaluer non seulement les résultats obtenus en ce qui concerne les activités de l'UIT mais aussi les progrès accomplis en ce qui concerne la réalisation des objectifs stratégiques en atteignant les cibles globales en matière de télécommunications/TIC.

– **Cadre de gestion des risques**: ce cadre servira à identifier, à analyser et à évaluer les risques susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats obtenus par l'Union en ce qui concerne la réalisation de ses buts et de ses objectifs. Les mesures d'atténuation de ces risques qui auront été définies dans ce cadre devront être examinées, planifiées et mises en œuvre via le processus de planification opérationnelle.

## 2.2 L'environnement/le secteur des télécommunications/TIC

Les télécommunications/TIC transforment pour ainsi dire tous les aspects de la vie moderne, vie professionnelle, activité économique, vie sociale et culturelle, loisirs. Selon les estimations de l'UIT, on comptait en 2013 presque autant d'abonnements au cellulaire mobile (6,8 milliards) que d'habitants sur la planète, soit un taux de pénétration du cellulaire mobile de 96%. Fin 2013, près de 5 milliards de personnes avaient accès à la télévision et le nombre d'internautes s'établissait à 2,4 milliards. Les nouvelles technologies de l'information et de la communication et les nouveaux moyens de télécommunication continuent leur progression dans les pays du monde entier et le nombre de personnes connectées ne cesse d'augmenter.

## 2.2.1 Croissance et évolution du secteur des télécommunications/TIC

Le secteur des télécommunications/TIC évolue rapidement et l'utilisation de ces technologies de plus en plus répandues se généralise. La Figure 1 illustre le développement des télécommunications/TIC à l'échelle mondiale, par exemple en termes d'augmentation des niveaux d'accès pour différents types de télécommunications/TIC au cours de la dernière décennie. Les TIC sont devenues une infrastructure essentielle qui assure non seulement les communications pour les particuliers et les organisations mais aussi d'autres services publics tels que l'alimentation électrique, les soins de santé et les services financiers.

L'adoption des services large bande (filaire) fixes et mobiles n'a cessé de progresser à l'échelle mondiale. On compte aujourd'hui trois fois plus d'abonnements au large bande mobile qu'au large bande fixe (2,1 milliards contre 700 millions). De fait, le large bande mobile est le service utilisant les télécommunications/TIC qui affiche les taux de croissance les plus élevés à l'échelle mondiale (Figure 1), contribuant ainsi à l'évolution de l'utilisation et de l'adoption de ces technologies ainsi que des types de services que le secteur fournit actuellement.

Figure 1

Développement des télécommunications/TIC à l'échelle mondiale (2003-2013)



Note: \* Estimations

Source: Base de données de l'UIT sur les indicateurs des télécommunications/TIC dans le monde

Légende:

|  |  |
| --- | --- |
| Développement des TIC à l'échelle mondiale, 2003-2013 (estimations)Pour cent habitants/ménagesAbonnements à la téléphonie cellulaire mobileMénages ayant accès à l'Internet | Particuliers utilisant l'InternetAbonnements au large bande mobile activésAbonnements au téléphone fixeAbonnements au large bande fixe (filaire) |

Ces taux de croissance rapides vont continuer et s'accélérer dans l'avenir. Ericsson par exemple prévoit que le nombre d'abonnements à des smartphones devrait dépasser la barre des 4 milliards d'ici la fin de 2018 alors que le nombre d'abonnements au large bande mobile, selon les prévisions, devrait s'établir à 7 milliards en 2018[[4]](#footnote-4). Selon d'autres analystes, le nombre d'abonnements 4G dans le monde sera multiplié par 10 au cours des cinq prochaines années, passant de 88 millions en 2012 à 864 millions en 2017[[5]](#footnote-5).

Par suite de la croissance du nombre d'utilisateurs, du volume de trafic et d'applications, les recettes totales du secteur des télécommunications/TIC vont continuer de croître, mais les nouveaux acteurs de ce secteur sont, semble-t-il, en passe de se tailler une part croissante du marché. Les recettes totales des opérateurs de télécommunication traditionnels vont probablement augmenter même si ces mêmes opérateurs risquent d'abandonner jusqu'à 6,9% des recettes cumulées qu'ils tirent de la téléphonie (soit 479 milliards USD) aux fournisseurs OTT de services de téléphonie sur Internet (VoIP) à l'horizon 2020[[6]](#footnote-6). Dans un autre secteur apparenté, le marché de l'informatique en nuage qui représentait 18 milliards USD en 2011 devrait, selon les estimations, se hisser à 32 milliards USD d'ici à 2013[[7]](#footnote-7) compte tenu des gros volumes de données stockées dans le nuage, qui représentent aujourd'hui deux tiers du trafic des centres de données à l'échelle mondiale[[8]](#footnote-8).

Le volume annuel de trafic Internet à l'échelle mondiale devrait dépasser la barre du zettaoctet (1021 octets) (1,4 zettaoctet) d'ici la fin de 2017 sous l'effet conjugué de la diversification des services de télévision payante et de diffusion vidéo en continu et d'autres contenus riches en média[[9]](#footnote-9). Plus de 4 milliards d'heures sont passées à regarder des vidéos sur YouTube chaque mois, plus de 30 milliards de contenus sont partagés sur Facebook tous les mois et près de 400 millions de tweets sont envoyés chaque jour par près de 200 millions d'utilisateurs actifs chaque mois[[10]](#footnote-10).

L'Internet des objets devient vite une réalité et les communications de machine à machine (M2M) devraient connaître un essor important dans un avenir proche. D'ici la fin de 2017, les taux de croissance des téléviseurs, des tablettes, des smartphones et des modules M2M Internet pour entreprises seront respectivement de 42%, 119% et 86%. D'ici fin 2014, le trafic en provenance des dispositifs hertziens dépassera déjà le trafic provenant des dispositifs filaires[[11]](#footnote-11).

L'expression "big data" (données massives) sert à définir des ressources d'information extrêmement volumineuses, rapides et diverses qui nécessitent des modes de traitement de l'information rentables et innovants pour améliorer la compréhension de l'information et faciliter la prise de décisions[[12]](#footnote-12). On estime que 40 zettaoctets de données seront créées d'ici 2020, soit 300 fois plus que depuis 2005. Selon les estimations, 2,5 quintillions d'octets de données sont créés chaque jour. La plupart des sociétés américaines ont au moins 100 To de données stockées. Selon le secteur et l'organisation, les "big data" englobent des informations provenant de multiples sources, internes ou externes, transactions, média sociaux, contenus d'entreprises, capteurs et dispositifs mobiles pour n'en citer que quelques-unes. En 2011, le volume global de données dans le domaine des soins de santé se chiffrait, selon les estimations, à 150 hexaoctets et, en 2014, on estime qu'il y aura 420 millions de moniteurs de santé sans fil, à porter sur soi[[13]](#footnote-13).

Les télécommunications/TIC contribuent de plus en plus au développement socio-économique car elles permettent d'avoir accès en tout lieu et à tout moment à des informations et des services, de partager ces informations et ces services et aussi de traiter rapidement et de stocker en grosse quantité ces informations: il est ainsi possible d'offrir des services publics ou privés plus efficaces, plus efficients, plus accessibles et financièrement plus abordables. Grâce aux télécommunications/TIC, l'accès aux marchés est élargi, la gestion des catastrophes est améliorée et la participation démocratique au processus de gouvernance est facilitée. Ces technologies offrent aussi des moyens plus rentables et plus efficaces de préserver et de promouvoir la culture locale. Elles font baisser le coût des activités économiques et sociales (par exemple en remplaçant les services de transport et les services postaux) et ouvrent des débouchés commerciaux entièrement nouveaux (par exemple les services d'informatique en nuage, les applications et les services mobiles, l'externalisation des processus métiers et les entreprises s'occupant de contenus).

Dans le monde moderne, les télécommunications/TIC et, en particulier, les réseaux et les services large bande sont essentiels pour la croissance économique des pays (Encadré 1) et pour la compétitivité de chaque pays dans l'économie numérique mondiale. Les télécommunications/TIC et les réseaux large bande permettent d'acheminer rapidement et efficacement les communications par-delà les pays et les continents. Non seulement ça, mais les produits et les services utilisant les télécommunications/TIC font partie intégrante, à part entière, d'un secteur de haute technologie et à forte valeur ajoutée – le secteur qui connaît la plus forte croissance en termes d'échanges commerciaux internationaux[[14]](#footnote-14) et qui peut alimenter une croissance encore plus forte des recettes. Le secteur des télécommunications/TIC est aujourd'hui un secteur économique à part entière et ces technologies sont un véritable catalyseur qui stimule la compétitivité technologique dans d'autres secteurs. Le large bande joue un rôle essentiel pour générer de nouvelles compétences et stimuler la croissance économique ainsi que le progrès technologique dans l'économie tout entière, depuis l'agriculture jusqu'aux finances, à l'éducation, aux soins de santé et aux services modernes.

|  |
| --- |
| **Encadré 1: La contribution des télécommunications/TIC au développement national** Les travaux de recherche très souvent cités de la Banque mondiale[[15]](#footnote-15) montrent que les TIC et en particulier un accès rapide à l'Internet accélèrent la croissance économique, notamment dans les pays moins avancés. A titre d'exemple de l'incidence de l'utilisation des télécommunications/TIC on peut citer les éléments suivants:• On estime que d'ici 2025 l'impact économique mondial des TIC pourrait se chiffrer en milliers de milliards de dollars USD[[16]](#footnote-16). Les retombées économiques de l'Internet mobile se situeront, chaque année, entre 3,7 et 10,8 trillions USD. D'ici 2025, si les niveaux de pénétration du large bande sur les marchés émergeants atteignaient ceux observés actuellement dans les pays d'Europe occidentale, le PIB pourrait augmenter de 300 à 420 milliards USD et 10 à 14 millions d'emplois pourraient être créés[[17]](#footnote-17).• Dans un de ses rapports, la Commission sur le large bande [[18]](#footnote-18) prévoit que les applications de santé disponibles grâce au large bande mobile vont faire baisser les coûts, par exemple en permettant aux médecins de dispenser des soins à distance (diagnostic ou suivi à distance) ou en accompagnant les soins préventifs. On estime que la santé sur mobile pourrait faire économiser 400 milliards USD aux pays développés en 2017 et sauver 1 million de vies en cinq ans en Afrique subsaharienne[[19]](#footnote-19).• On estime que 2,5 milliards d'individus dans le monde ne sont pas bancarisés. Les services financiers utilisant les TIC représentent pour de nombreux pays la possibilité d'offrir aux pauvres un accès aux services bancaires.• Les petites et moyennes entreprises (PME) qui consacrent plus de 30% de leur budget aux technologies sur le web accroissent leurs recettes neuf fois plus rapidement que les PME qui y consacrent moins de 10%[[20]](#footnote-20).• Les solutions, par leur nature très innovante, offrent un vaste potentiel pour résoudre les problèmes d'environnement. On estime que la part du secteur des TIC dans les émissions des gaz à effet de serre est de 2 à 2,5%, mais, dans le même temps, une utilisation intelligente des TIC peut permettre de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 25%[[21]](#footnote-21).Source: Divers. |

### 2.2.2 Inégalité et exclusion numérique

#### 2.2.2.1 La fracture numérique

Malgré cette croissance rapide de l'accès aux télécommunications/TIC et de l'utilisation de ces technologies, près de 4,4 milliards de personnes, soit environ deux tiers de la population mondiale, n'ont toujours pas accès à l'Internet. Bien plus, 92% de la population des 49 pays désignés par les Nations Unies comme étant les pays les moins avancés (PMA) (où vivent près de 890 millions de personnes) ne peuvent toujours pas avoir accès, de façon régulière, à ce qui constitue la plus vaste bibliothèque et le plus gros marché du monde. Etant donné que 53% des habitants des pays en développement vivent dans les zones rurales, le défi à relever en ce qui concerne les infrastructures pour connecter l'ensemble de cette population à l'Internet haut débit est immense.

Plus important encore, les réseaux utilisant les télécommunications/TIC et la maîtrise des TIC sont à la base de l'économie numérique de demain. Deux tiers de la population mondiale ne peuvent donc pas actuellement acquérir de compétences dans le domaine des outils numériques ni développer de telles compétences, ces mêmes compétences qui demain feront la différence pour ce qui est de la compétitivité des pays. L'Encadré 2 montre qu'il existe des disparités importantes entre les pays développés et les pays en développement.

|  |
| --- |
| **Encadré 2: Mesure de la fracture numérique à l'aide de l'indice de développement des TIC***Encadré de la Figure 1: La fracture numérique: abonnements au large bande mobile actifs (graphique de gauche) et abonnements au large bande fixe (filaire) (graphique de droite)*Légende:Pour 100 habitants – Pays développés – Monde – Pays en développementNote: \* EstimationsSource: Base de données de l'UIT sur les indicateurs des télécommunications/TIC dans le monde. |

|  |
| --- |
| *Figure 2: Indice de développement des TIC, monde et par niveau de développement*Légende: EvolutionMonde – Pays développés – Pays en développementL'indice de développement des TIC (IDI) est un outil utile qui permet de comparer les différences constatées dans le développement des télécommunications/TIC. Cet indice intègre en effet plusieurs indicateurs relatifs aux télécommunications/TIC en une seule et même valeur et son analyse fait apparaître que les disparités entre pays développés et pays en développement sont importantes: en 2012, la valeur moyenne de l'indice IDI pour les pays développés était exactement le double de ce qu'elle est pour les pays en développement. Dans le même temps, la valeur moyenne de l'indice IDI pour les pays en développement (5,8%) progresse plus vite que celle pour les pays développés (3,5%). Alors que les pays développés sont proches de la saturation, en particulier pour ce qui est des abonnements au cellulaire mobile ou de l'accès des ménages aux télécommunications/TIC, les pays en développement, où les taux de pénétration sont bien inférieurs, ont une marge de progression importante. Source: Rapport de l'UIT "Mesurer la société de l'information" 2013. |

#### 2.2.2.2 La fracture numérique entre les hommes et les femmes

Dans de nombreux pays, les femmes ne sont pas à égalité avec les hommes en ce qui concerne les télécommunications/TIC, qu'il s'agisse de l'acquisition de compétences spécialisées dans ce domaine, de l'éducation, de la technologie, des réseaux ou du capital. Dans un pays en développement, une femme a 21% moins de chances qu'un homme d'avoir un téléphone mobile[[22]](#footnote-22). Dans les pays en développement, les femmes sont 16% moins nombreuses que les hommes à utiliser l'Internet (contre seulement 2% dans les pays développés) ce qui donne à penser que, dans de nombreux pays, les femmes se connectent plus lentement et plus tardivement que les hommes. Il en résulte de graves conséquences pour la capacité des femmes à utiliser l'Internet pour avoir accès à l'information et acquérir les compétences essentielles en matière de télécommunications/TIC, sans lesquelles elles ne pourront pas participer à l'économie numérique d'aujourd'hui et y travailler.

La réduction de la fracture numérique entre les hommes et les femmes permettrait à 300 millions de femmes supplémentaires[[23]](#footnote-23) de bénéficier des avantages des technologies hertziennes et ces femmes pourraient ainsi participer pleinement à l'économie et exploiter tout leur potentiel. Un milliard trois cents millions d'internautes sont des femmes (soit 37% des femmes dans le monde) et 1,5 milliard sont des hommes (soit 41% des hommes). En d'autres termes, on compte dans le monde environ 200 millions de moins de femmes que d'hommes qui utilisent l'Internet[[24]](#footnote-24). Si aucune mesure n'est prise, cet écart va se creuser et sera d'environ 350 millions dans trois ans. Le fait que les femmes soient plus nombreuses à se connecter ne peut être que bénéfique pour l'ensemble de la société: par exemple, le fait d'avoir 600 millions de femmes ou de jeunes filles supplémentaires en ligne pourrait se traduire par une augmentation du PIB de 13 à 18 milliards USD[[25]](#footnote-25).

#### 2.2.2.3 Les télécommunications/TIC et les personnes handicapées

On compte environ 1 milliard de personnes handicapées dans le monde (soit près de 15% de la population mondiale) dont 80% vivent dans les pays en développement. Des obstacles non négligeables freinent encore l'inclusion sociale et économique de ce groupe de population important. Les télécommunications/TIC jouent un rôle fondamental dans l'autonomie des personnes handicapées, mais des problèmes importants restent à résoudre: a) réduire le coût élevé des technologies d'assistance (y compris le coût de la technologie proprement dite ainsi que le coût des services d'évaluation, de formation et d'appui); b) l'absence d'accès aux télécommunications/TIC pour les personnes handicapées ainsi que l'inexistence de politiques visant à encourager une généralisation de l'utilisation de ces technologies; et c) une disponibilité et une utilisation limitées des télécommunications/TIC en général[[26]](#footnote-26).

### 2.2.3 Risques et problèmes découlant de la croissance des télécommunications/TIC

Le rôle croissant des télécommunications/TIC est prometteur mais le développement de l'environnement des TIC a des effets "collatéraux". Les progrès accomplis dans le domaine des communications apportent des avantages considérables mais font naître aussi de nouveaux risques.

#### 2.2.3.1 Instaurer la confiance et la sécurité dans l'utilisation des télécommunications/TIC

Du fait de l'accroissement du volume du commerce électronique et des transactions financières en ligne, de la mise à disposition de services publics, de l'engouement pour les réseaux de partage et les réseaux sociaux, l'instauration et le maintien de la confiance dans l'utilisation des télécommunications/TIC demeurera une préoccupation majeure. Alors que l'intégration des

télécommunications/TIC dans l'économie et dans nos sociétés se poursuit, il est indispensable, pour les pouvoirs publics, les entreprises et les particuliers, de pouvoir avoir accès en permanence à des TIC fiables et sécurisées. Promouvoir la cybersécurité ainsi que la coopération et la coordination internationales dans ce domaine demeure une priorité essentielle.

On estime à 1 000 milliards USD[[27]](#footnote-27) le coût de la cybercriminalité dans le monde, et ce chiffre pourrait tripler d'ici à 2020 si les entreprises ne mettent pas en place des politiques de défense[[28]](#footnote-28). Les menaces sont toujours plus nombreuses: il ne se passe pas un jour sans qu'un nouveau logiciel malveillant n'apparaisse, soit des centaines de fois plus fréquemment qu'au cours de la dernière décennie. Pas moins de 6,5 millions de nouveaux logiciels malveillants ont été découverts en 2013[[29]](#footnote-29).

Près de 69% des cadres dirigeants interrogés lors du Forum économique mondial[[30]](#footnote-30) craignaient que les cyberattaques restent toujours plus sophistiquées et plus efficaces que les mécanismes de défense mis en place par leurs entreprises. Quand on sait qu'une grande multinationale s'attend à être victime de jusqu'à 10 000 cyberattaques par jour, près de 40% des entreprises interrogées estimaient qu'elles dépensaient beaucoup trop peu pour se protéger contre ce phénomène.

On constate qu'actuellement les cyberattaques et délits connexes sont toujours plus sophistiqués et exploitent les nouvelles plates-formes technologiques (le nuage, les données massives et ouvertes, le web 2.0, les réseaux sociaux etc.). Pourtant, les pays ne cessent de lutter pour contrer ces menaces et il leur sera donc difficile de ne pas se laisser distancer face à l'évolution rapide de l'environnement/du secteur des télécommunications/TIC.

Il n'est pas aisé de faire des projections sur l'avenir compte tenu de la nature dynamique et fluide du cyberespace, mais il est clair que la croissance et l'évolution de l'environnement/du secteur des télécommunications/TIC sont directement proportionnelles à la croissance et à l'évolution des risques et des problèmes liés à l'utilisation de ces technologies. Par conséquent, la cybersécurité – ou plutôt l'instauration de la confiance et de la sécurité dans l'utilisation des télécommunications/TIC – restera au premier rang des priorités des programmes nationaux, régionaux et internationaux.

#### 2.2.3.2 Protection des plus vulnérables

Ce sont les jeunes qui dans le monde utilisent le plus les télécommunications/TIC. Aujourd'hui, 30% d'entre eux appartiennent à la génération du numérique (c'est-à-dire qu'ils sont parfaitement au fait de ces technologies, véritable catalyseur de la société de l'information). Le Rapport de l'UIT intitulé "Mesurer la société de l'information"[[31]](#footnote-31) (2013) fait apparaître qu'au cours des cinq prochaines années le nombre de jeunes nés avec le numérique devrait doubler dans les pays en développement. Or, les jeunes et les enfants sont eux aussi exposés aux nouveaux risques liés à l'utilisation des télécommunications/TIC et vulnérables, en particulier s'ils sont mal préparés à affronter ces risques et insuffisamment protégés par la législation. Ces risques sont nombreux pour les jeunes en ligne, en particulier les enfants: pornographie infantile, sollicitations à des fins sexuelles, brimades, exposition à des contenus dangereux et violation de la vie privée, pour n'en citer que quelques‑uns.

Il ressort d'une enquête menée dans le cadre d'une revue de consommateurs qu'un million d'enfants ont été victimes de harcèlement, de menaces ou d'autres formes de brimades sur Facebook en 2011[[32]](#footnote-32). D'autres statistiques et d'autres études montrent qu'aujourd'hui 72% des adolescents ont un profil sur les réseaux sociaux. Pour près de la moitié d'entre eux (47%)[[33]](#footnote-33) ce profil public peut être vu par n'importe qui et seulement 15% de ces adolescents[[34]](#footnote-34) ont contrôlé leurs paramètres de sécurité et de confidentialité sur leur compte de réseaux sociaux.

Les initiatives récentes prises en faveur de la protection en ligne des enfants visent non seulement à combattre ces risques et à les réduire mais aussi à donner aux jeunes les moyens d'être des citoyens numériques à part entière et de participer activement à la vie civique et sociale en ligne de façon responsable et dans le respect de l'éthique. L'adoption d'un train de mesures détaillées en faveur de la protection et de l'autonomisation des jeunes nécessite une approche multi‑parties prenantes associant toute une palette d'acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux.

Les pays d'Amérique du nord, d'Europe et de certains pays d'Asie ont beaucoup investi pour comprendre le comportement des jeunes en ligne et mettre en œuvre des stratégies pour les protéger mais nos connaissances de leurs vulnérabilités et de leurs besoins dans d'autres pays du monde sont encore très lacunaires, en particulier ceux où les taux de pénétration de l'Internet restent faibles.

#### 2.2.3.3 Les télécommunications/TIC et les changements climatiques

La poursuite des émissions des gaz à effet de serre qui résulte des activités industrielles et commerciales est au cœur de la problématique des changements climatiques. Le secteur des télécommunications/TIC joue un rôle essentiel dans la solution du problème mais, dans le même temps, il est responsable de 2 à 2,5% des émissions de gaz à effet de serre à l'échelle mondiale, soit 1 gigatonne de dioxyde de carbone chaque année. Les experts estiment que les ordinateurs personnels et d'autres dispositifs des utilisateurs finals sont responsables d'environ 40% des émissions de gaz à effet de serre liées à l'utilisation des TIC, et que la part des réseaux de télécommunication et des centres de données s'établit respectivement à 24% et 23%. Ce constat est confirmé dans le rapport SMART 2020[[35]](#footnote-35) qui indique par ailleurs que le taux de croissance des émissions de gaz à effet de serre imputables au secteur des télécommunications/TIC était de 6,1% entre 2002 et 2011, même si ce taux devrait ralentir et chuter à 3,8% d'ici à 2020. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) indique que la part du secteur des TIC représente déjà plus de 5% de la consommation mondiale totale d'électricité et que la consommation totale de ce secteur pourrait doubler d'ici 2022 et être trois fois plus importante que le taux de 2010 à l'horizon 2030[[36]](#footnote-36). En outre, l'Université des Nations Unies précise que, pour la seule année 2013, 67 millions de tonnes métriques d'équipements électriques et électroniques ont été commercialisés et que 53 millions de tonnes métriques de déchets d'équipements électriques et électroniques ont été détruites dans le monde.

### 2.2.4 Evolution de l'environnement/du secteur des télécommunications/TIC

Sous l‘effet de l'évolution vers les réseaux de prochaine génération tout IP, filaires ou hertziens, la convergence transforme le secteur des télécommunications/TIC, ouvre de vastes perspectives mais pose des problèmes aussi bien aux opérateurs du secteur, qu'aux régulateurs et aux décideurs, à l'échelle nationale et internationale. Elle redessine les relations entre les plates‑formes de télécommunication et les plates-formes médias auparavant hétérogènes et permet d'offrir des services verticaux distincts sur des plates-formes horizontales unifiées. Ainsi, les plates‑formes technologiques auparavant cloisonnées (propres à un service) prennent désormais en charge des services et des applications vocales, de données et vidéo. La convergence gomme les frontières entre des marchés de services autrefois distincts et rend nécessaire une refonte des politiques et des réglementations classiques, y compris un renforcement des mesures de sécurité publique. Les frontières entre services fixes et services mobiles, entre systèmes filaires et systèmes hertziens deviennent de plus en plus floues avec le passage progressif aux réseaux de télécommunication hybrides qui permettront un acheminement du trafic et des données, sans solution de continuité et sans interruption du service.

La combinaison de l'Internet mobile et de l'Internet des objets, qui s'inscrit dans les nouvelles avancées du secteur des télécommunications/TIC, est en passe de devenir l'une des technologies de rupture majeures de la décennie à venir[[37]](#footnote-37). En fait, l'arrivée du numérique, qu'il s'agisse des dispositifs, des réseaux, des services ou des applications, représente un profond changement qui transforme radicalement les grands secteurs d'activité économique.

Les pays adaptent et actualisent leurs politiques pour tenir compte des progrès technologiques et de l'évolution des marchés, et en conséquence leurs politiques relatives aux télécommunications/TIC s'inscrivent de plus en plus dans une perspective intersectorielle, plus large[[38]](#footnote-38) (Figure 2).

Figure 2

Evolution au fil du temps, des politiques des pays relatives
aux télécommunications/TIC, 1997‑2013



Source: Commission sur le large bande (2013): Planifier le progrès: de l'importance des plans relatifs au large bande.

Légende:

Objectif des différentes politiques et des différents plans, 1997-2013
Nombre de pays – Autres – Télécommunications – Programme numérique – Large bande – Société de l'information – Technologies de l'information – TIC

Dans l'environnement d'aujourd'hui placé sous le signe de la convergence, il est de plus en plus difficile pour les régulateurs d'adopter les outils réglementaires appropriés pour réagir face aux nouveaux comportements du marché et répondre au besoin croissant d'assurer la protection du consommateur. Cet environnement devient de plus en plus complexe du fait que de multiples acteurs sont aujourd'hui présents sur les mêmes marchés, alors qu'ils relèvent de régimes différents: par exemple, pour la fourniture des services vocaux, les opérateurs de télécommunication traditionnels sont en concurrence non seulement avec les acteurs présents sur les marchés voisins, tels que les fournisseurs de services Internet ou les câblo-opérateurs, mais aussi avec des acteurs opérant dans les couches supérieures, par exemple les fournisseurs de contenus et d'applications, comme les fournisseurs de services OTT.

L'infrastructure intersectorielle et universelle des télécommunications/TIC contraint aujourd'hui les régulateurs des télécommunications/TIC à dépasser les modèles classiques de réglementation qui s'articulaient autour des quatre grands axes suivants: réglementation de l'accès aux réseaux et aux services, concurrence équitable, protection des intérêts des consommateurs et promotion de l'accès universel. Très récemment, les contenus électroniques, la cybersécurité, la protection des données, les questions de confidentialité et d'environnement sont entrés dans leur domaine de compétence[[39]](#footnote-39). Comme on l'a déjà dit plus haut, l'utilisation accrue des applications et des services en ligne pour communiquer et pour les transactions économiques (par exemple les réseaux sociaux, les services d'informatique en nuage, les paiements électroniques et d'autres services bancaires sur mobile) met en lumière une multitude de nouveaux problèmes de réglementation.

Dans cet environnement très dynamique, les régulateurs doivent se demander s'ils ont tous les outils nécessaires pour garantir le bon fonctionnement des marchés. Ils doivent aussi déterminer s'il faut adopter de nouvelles mesures pour garantir des conditions offrant des chances égales à tous les opérateurs. En outre, lorsque le recours à des fonds publics est nécessaire, des politiques claires concernant les modalités d'utilisation de ces fonds doivent être définies.

Face à l'évolution de l'environnement/du secteur des télécommunications/TIC, certains gouvernements ont poursuivi la réforme de leurs structures institutionnelles et organisationnelles en envisageant de regrouper plusieurs autorités de régulation distinctes s'occupant de différents domaines des télécommunications et de la radiodiffusion en une seule et même autorité des communications/TIC postconvergence[[40]](#footnote-40).

Etant donné que bon nombre des services acheminés sur les réseaux utilisant les télécommunications/TIC sont, par nature, transnationaux et transfrontières, il restera essentiel de renforcer la coopération transfrontière, régionale et internationale pour que tous les citoyens du monde puissent bénéficier, à tout moment et en tout lieu, d'un accès sûr, sécurisé et financièrement abordable.

La révision des cadres politiques et réglementaires existants qui régissent l'utilisation des télécommunications/TIC afin de s'adapter à l'évolution rapide de l'environnement numérique est un processus de longue haleine qui nécessite une coordination avec de nombreuses parties prenantes en vue de définir des approches inscrites dans une perspective d'avenir et susceptibles d'attirer et de mobiliser, sur la durée, les énormes investissements dans les réseaux qui sont nécessaires.

Diverses organisations internationales, des organisations non gouvernementales, des représentants de la société civile, des multinationales, des représentants des milieux universitaires et des fondations commencent à s'investir dans cet environnement/ce secteur des télécommunications/TIC de plus en plus complexe. Par exemple, la nouvelle stratégie suivie par le Groupe de la Banque mondiale en ce qui concerne les TIC vise à aider les pays en développement à utiliser ces technologies pour transformer la fourniture des services de base, stimuler l'innovation et les gains de productivité et améliorer la compétitivité[[41]](#footnote-41). D'autres initiatives qui voient le jour, par exemple la conclusion de partenariats secteur public-secteur privé ou de partenariats multi-parties prenantes, peuvent contribuer dans une très large mesure à l'évolution de l'environnement/du secteur des télécommunications/TIC. Par conséquent, la collaboration entre les divers acteurs en place et les nouveaux acteurs sera déterminante pour l'avenir de l'environnement/du secteur des télécommunications/TIC.

# 3 Analyse de la situation pour les Secteurs de l'UIT

## 3.1 Analyse de la situation pour le Secteur de l'UIT-R

Le principal défi pour l'UIT-R est de rester en phase avec les changements, rapides et complexes, qui se produisent dans le monde des radiocommunications internationales, tout en répondant dans les meilleurs délais aux besoins du secteur des radiocommunications et du secteur de la radiodiffusion, en particulier, mais aussi des membres dans leur ensemble. Dans un environnement caractérisé par une évolution permanente et par une augmentation constante des demandes de produits et de services de la part de ses membres, le Secteur doit tout faire pour s'adapter et rester aussi réactif que possible afin de relever ces défis.

Conformément à l'article 1 de la Constitution de l'UIT, l'UIT-R est résolu à créer un environnement propice par le biais de la gestion des ressources internationales du spectre des fréquences radioélectriques et des orbites des satellites. La gestion mondiale des ressources que constituent le spectre et les orbites exigeant un niveau élevé de coopération internationale, l'une de nos tâches principales à l'UIT-R est de faciliter les négociations intergouvernementales complexes qui doivent être menées pour élaborer des accords juridiquement contraignants entre Etats souverains. Ces accords figurent dans le Règlement des radiocommunications et dans les plans mondiaux ou régionaux adoptés pour les différents services de Terre et services spatiaux.

Le domaine des radiocommunications recouvre les services de Terre et les services spatiaux, qui revêtent une importance cruciale et croissante pour l'édification de l'économie mondiale du vingt et unième siècle. On assiste à une augmentation phénoménale de l'utilisation des systèmes hertziens dans une multitude d'applications. Les normes internationales de radiocommunication (comme celles qui figurent dans les Recommandations de l'UIT-R) sous-tendent l'ensemble du cadre des télécommunications mondiales, et continueront de servir de plate-forme pour toute une gamme de nouvelles applications hertziennes.

Le domaine des radiocommunications comprend également les systèmes de télécommande et de télémesure aéronautiques, les services par satellite, les communications mobiles, les signaux de détresse et de sécurité en mer, la radiodiffusion numérique, les satellites de météorologie et les systèmes de prévision et de détection des catastrophes naturelles.

Conformément au Règlement des radiocommunications, l'inscription des fiches de notification relatives aux systèmes spatiaux et de Terre, avec les publications qui leur sont associées, est essentiel à la mission de l'UIT‑R.

Le développement de systèmes de radiocommunication destinés à être utilisés pour l'atténuation des effets des catastrophes et les opérations de secours constitue un besoin qui ne cesse d'augmenter et dont la satisfaction revêtira une importance déterminante dans l'avenir. Les télécommunications sont en effet primordiales dans toutes les phases de la gestion d'une catastrophe; l'intervention de services de radiocommunication d'urgence en cas de catastrophe recouvre entre autres les aspects suivants: prévision et détection des catastrophes, alerte et opérations de secours.

En matière de changements climatiques, le travail de l'UIT-R porte essentiellement sur l'utilisation des télécommunications/TIC (différents équipements et diverses technologies de radiocommunication et de télécommunication) pour la surveillance des changements météorologiques et climatiques, ainsi que la prévision, la détection et l'atténuation des effets des ouragans, typhons, cyclones, tremblements de terre, tsunamis et autres catastrophes causées par l'homme.

Les parties prenantes, institutions officielles, opérateurs de télécommunication publics ou privés, constructeurs, organismes scientifiques ou industriels, organisations internationales, bureaux de consultants, universités, institutions techniques, etc., devront continuer, par l'intermédiaire des procédures associées aux CMR et aux commissions d'études, de prendre des décisions sur les moyens les plus efficaces et les plus rentables d'exploiter la ressource limitée que constituent le spectre des fréquences radioélectriques et les orbites de satellites, qui revêtira une importance cruciale et croissante, d'un point de vue économique, pour l'édification de l'économie mondiale du vingt et unième siècle.

L'UIT-R doit veiller dans ses activités à trouver le juste équilibre:

– entre la nécessité d'une harmonisation au niveau mondial (pour tirer parti des économies d'échelle, de la connectivité et de l'interopérabilité) et la nécessité de ménager une certaine souplesse dans l'attribution des fréquences du spectre radioélectrique;

– entre la nécessité de faire une place aux nouveaux systèmes, applications et technologies qui voient le jour et la nécessité de protéger les services de radiocommunication existants.

## 3.2 Analyse de la situation pour le Secteur de l'UIT-T

Le Secteur de la normalisation des télécommunications (UIT-T) exerce ses activités dans un environnement et un écosystème concurrentiels, complexes et en évolution rapide.

Il faut des normes internationales de grande qualité et répondant à la demande, qui devraient être élaborées rapidement suivant les principes de connectivité mondiale, d'ouverture, d'accessibilité financière, de fiabilité, d'interopérabilité et de sûreté. Des technologies clés, permettant de nouveaux services et de nouvelles applications et favorisant l'édification de la société de l'information, voient le jour et devraient être prises en compte dans les activités de l'UIT-T.

Indépendamment des membres actuels de l'UIT-T qu'il convient de garder, il faut attirer et encourager de nouveaux membres de l'industrie et du monde universitaire et promouvoir la participation des pays en développement au processus de normalisation ("Réduire l'écart en matière de normalisation").

La coopération et la collaboration avec d'autres organismes de normalisation ainsi que les consortiums et forums compétents sont indispensables pour éviter au maximum les incompatibilités entre les travaux, parvenir à l'utilisation efficace des ressources et intégrer des compétences extérieures à l'UIT.

La révision du Règlement des télécommunications internationales (RTI) établira un cadre mondial réaménagé pour les activités de l'UIT-T.

## 3.3 Analyse de la situation pour le Secteur de l'UIT‑D

Les pays du monde entier prennent de plus en plus conscience que les TIC sont le moteur essentiel de la croissance économique et du développement social. En tant qu'institution spécialisée des Nations Unies pour les technologies de l'information et de la communication (TIC), l'Union internationale des télécommunications (UIT) a depuis longtemps pour objectif central de faire avancer le développement des télécommunications/TIC dans le monde entier, objectif qui revêt une importance encore plus cruciale ces dernières années alors que le progrès technologique confère aux télécommunications/TIC un rôle capital dans chaque facette de notre vie. Plutôt qu'une fin en soi, les télécommunications/TIC sont le principal moteur de la croissance des autres secteurs.

Des progrès considérables ont été accomplis depuis l'établissement des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) en 2000 et la définition par le SMSI en 2003 et 2005 des cibles en matière de connectivité aux télécommunications/TIC. Il est essentiel de réunir les bonnes conditions pour atteindre pleinement ces objectifs. La priorité doit être donnée au développement des infrastructures, en particulier pour les communications large bande ainsi que la fourniture d'applications et de services utilisant les télécommunications/TIC. Le renforcement des capacités humaines et la mise en place d'un environnement réglementaire solide, prévisible et propice garantiront un développement technologique durable.

Compte tenu de l'importance des contenus locaux et de leur rôle dans le développement de l'utilisation du large bande, il conviendrait que les pays confrontés à des obstacles linguistiques ou culturels accordent toute l'attention voulue à l'importance de la proportion de contenus locaux. En conséquence, la création de contenus locaux pour favoriser le déploiement des services large bande et en accroître le taux de pénétration, pour développer la cybersanté, le cyberapprentissage et le cybercommerce de façon à répondre à la demande de contenus locaux et le fait d'encourager les pays partageant une culture ou une langue commune ou similaire à élaborer des contenus locaux, pourraient contribuer à accélérer l'accès continu aux services large bande.

Le cyberespace ne connaissant pas de frontières, l'UIT-D reconnaît l'importance de la coopération internationale en vue d'accroître la fiabilité, la disponibilité et la sécurité de l'utilisation des TIC. L'UIT-D reconnaît par conséquent qu'il faut d'urgence aider les pays à élaborer des mesures concrètes pour la mise en oeuvre de leurs cadres nationaux de cybersécurité, afin de répondre aux préoccupations des différentes parties prenantes à cet égard, ainsi que rendre possible l'échange de bonnes pratiques et contribuer à cet échange à l'échelle mondiale. En conséquence, l'UIT jouera un rôle de premier plan pour faciliter la coopération susmentionnée.

Au nombre des pays auxquels les TIC vont apporter les plus gros avantages figurent les pays les moins avancés (PMA), les petits Etats insulaires en développement (PEID), les pays sans littoral et les pays dont l'économie est en transition qui, tous, méritent une attention particulière. Les télécommunications d'urgence et les questions de genre sont également des domaines prioritaires dans les activités de l'UIT-D. Compte tenu de l'ampleur de la tâche, il faudra pour réussir collaborer étroitement avec les membres de l'UIT et mobiliser des ressources à travers des partenariats public-privé.

Il faut encourager la mise en place d'une culture de l'innovation à l'UIT-D. Nous scrutons en permanence les activités du BDT en nous demandant comment offrir des produits et des services innovants, ce qui nous oblige à avoir un regard critique sur notre positionnement par rapport aux agences de développement des télécommunications/TIC et nous incite à rechercher en permanence de nouvelles possibilités d'amélioration. L'importance croissante de l'innovation est reconnue dans le monde entier. En effet, sans innovation les pays et les entreprises ne pourront pas sortir de la récession économique mondiale et prospérer dans l'économie actuelle en réseau, mondialisée et très concurrentielle. L'innovation est un puissant vecteur du développement et permet de relever les défis sociaux et économiques. Les services innovants facilités par le large bande tels que les paiements sur mobile, la santé sur mobile ou l'éducation sur mobile peuvent radicalement changer la vie des personnes et des communautés et transformer les sociétés dans leur ensemble. L'accès aux télécommunications/TIC peut donner à des centaines de millions d'habitants des pays en développement la possibilité d'être eux-mêmes les agents de leur bien-être social et économique.

La mission de l'UIT-D n'est donc pas simplement d'assurer la connectivité comme une fin en soi, mais plutôt d'encourager les utilisations novatrices des télécommunications/TIC, qui améliorent considérablement la vie de chacun.

Annexe 2 de la Résolution 71

Plan stratégique de l'Union pour la période 2016-2019

Table des matières

 Page

[1 Cadre UIT de gestion axée sur les résultats (GAR) et structure du Plan stratégique 32](#_Toc386101155)

[2 Vision, mission et valeurs de l'UIT 33](#_Toc386101156)

[2.1 Vision 33](#_Toc386101157)

[2.2 Mission 34](#_Toc386101158)

[2.3 Valeurs 34](#_Toc386101159)

[3 Buts stratégiques et cibles de l'Union 35](#_Toc386101160)

[3.1 Buts stratégiques 35](#_Toc386101161)

[3.1.1 But 1: Croissance – Permettre et encourager l'accès aux télécommunications/TIC
et leur utilisation accrue 35](#_Toc386101162)

[3.1.2 But 2: Inclusion – Réduire la fracture numérique et mettre le large bande à la portée de tous 36](#_Toc386101163)

[3.1.3 But 3: Durabilité – Gérer les problèmes résultant du développement des télécommunications/TIC 36](#_Toc386101164)

[3.1.4 But 4: Innovation et partenariats – Faire en sorte que [l'Union] [joue un rôle de
premier plan] dans l'évolution de l'environnement des télécommunications/TIC,
façonne cette évolution et s'y adapte 36](#_Toc386101165)

[3.2 Cibles de l'Union 36](#_Toc386101166)

[3.2.1 Principes pour fixer les cibles globales pour les télécommunications/TIC 37](#_Toc386101167)

[3.2.2 Cibles globales dans le domaine des télécommunications/TIC 37](#_Toc386101168)

[3.3 Gestion et atténuation des risques stratégiques 38](#_Toc386101169)

[4 Objectifs, résultats et produits sectoriels et intersectoriels 40](#_Toc386101170)

[4.1 Objectifs sectoriels et intersectoriels 40](#_Toc386101171)

[4.2 Objectifs, résultats et produits 43](#_Toc386101172)

[4.3 Catalyseurs 58](#_Toc386101173)

[5 Mise en oeuvre et évaluation 59](#_Toc386101174)

[5.1 Coordination des planifications stratégique, opérationnelle et financière 59](#_Toc386101175)

[5.2 Critères de mise en oeuvre 60](#_Toc386101176)

[5.3 Contrôle, évaluation et gestion des risques dans le cadre UIT de gestion axée sur les résultats 61](#_Toc386101177)

Conformément à la Constitution et à la Convention de l'UIT, les activités de l'Union pour la période 2016-2019 sont fondées sur une stratégie quadriennale.

La structure du Plan stratégique de l'Union pour la période 2016-2019 suit celle du cadre UIT de gestion axée sur les résultats (GAR), tel qu'il est présenté dans la Section 1 ci-dessous. La Section 2 définit la vision, la mission et les valeurs, la Section 3 définit les buts stratégiques de l'UIT et fixe les cibles, tandis que la Section 4 définit les objectifs sectoriels et intersectoriels, les résultats, les catalyseurs qui favorisent la réalisation des buts et objectifs stratégiques de l'Union et, pour les besoins de la coordination entre le Plan stratégique et les plans opérationnels de l'Union, les produits sectoriels et intersectoriels. La Section 5 décrit la feuille de route à suivre pour passer de la stratégie à l'exécution, en exposant les critères de mise en oeuvre aux fins de la hiérarchisation des priorités. Les activités et les produits sont définis de manière détaillée dans le processus de planification opérationnelle, ce qui garantit une coordination étroite entre la planification stratégique et la planification opérationnelle (comme indiqué dans la Section 5.1).

# 1 Cadre UIT de gestion axée sur les résultats (GAR) et structure du Plan stratégique

Le cadre de gestion axée sur les résultats présenté ci-dessous décrit les relations entre les activités de l'UIT, les produits qui en résultent ainsi que les objectifs généraux et les buts stratégiques de l'Union, qui contribuent à la définition de la mission et de la vision de l'organisation.

La chaîne de résultats de l'UIT est subdivisée en cinq niveaux: *activités*, *produits*, *objectifs* et *résultats*, *buts stratégiques* et *cibles*, *vision* et *mission*. Les valeurs de l'UIT représentent des convictions essentielles communes qui déterminent les priorités de l'Union.

Tableau 1 – Cadre UIT de gestion axée sur les résultats (tel que présenté dans le plan stratégique
et le plan opérationnel de l'Union)

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| 🡨 Planification GAR | Mise en oeuvre 🡪 | **Vision et mission**(Section 2) | La **vision** est le monde meilleur envisagé par l'UIT.La **mission** désigne les principaux objectifs généraux de l'Union, conformément aux instruments fondamentaux de l'UIT. | **Valeurs**: Convictions communes à toute l'UIT qui déterminent ses priorités et guident tous les processus décisionnels (Section 2)  |
| **Buts stratégiques et cibles**(Section 3) | Les **buts stratégiques** désignent les cibles de haut niveau de l'Union, à la réalisation desquelles les objectifs contribuent directement ou indirectement. Ils concernent l'ensemble de l'UIT.Les **cibles** correspondent aux résultats attendus pendant la période couverte par le Plan stratégique; elles indiquent si le but est en passe d'être atteint. Les cibles ne sont pas toujours atteintes pour des raisons qui sont parfois indépendantes de la volonté de l'Union.  |
| **Objectifs et résultats**(Section 4) | **Les objectifs** sont les buts spécifiques des activités sectorielles et intersectorielles pendant une période donnée.Les **résultats** indiquent les progrès accomplis dans la réalisation d'un objectif. En général, ils sont partiellement, mais non totalement, sous le contrôle de l'organisation. |
| **Produits**(Section 4) | Les **produits** sont les résultats, les prestations, les produits et services finals et concrets résultant de la mise en oeuvre par l'Union des plans opérationnels. |
| **Activités** | Les **activités** sont les différentes mesures ou les différents services permettant de transformer les ressources (contributions) en produits. Elles peuvent être regroupées en processus. |

Chacun des niveaux décrits ci-dessus représente une étape distincte dans la logique de causalité du cadre UIT de gestion axée sur les résultats. Les deux derniers niveaux (activités et produits) concernent la manière dont les contributions financières des membres et les autres recettes de l'UIT sont investies pour mettre en oeuvre différentes fonctions et initiatives et divers programmes de l'Union. Les trois premiers niveaux correspondent aux changements effectifs et aux incidences concrètes que prévoit l'UIT, c'est-à-dire les incidences à long terme des activités de l'Union sur les plans économique, socioculturel, institutionnel, environnemental et technique, entre autres.

# 2 Vision, mission et valeurs de l'UIT

## 2.1 Vision

"*Une société de l'information s'appuyant sur un monde interconnecté, où les télécommunications/technologies de l'information et de la communication permettent et accélèrent une croissance et un développement socio-économiques et écologiquement durables pour tous.*"

L'UIT est engagée à rendre possible un monde connecté. Dans ce monde interconnecté, les technologies de l'information et de la communication (TIC) jouent un rôle fondamental de catalyseur du développement social, économique et écologiquement durable, dans l'intérêt de tous les habitants de la planète. Les TIC redéfinissent la façon dont les objectifs de développement peuvent être atteints. Assurer à tous un accès financièrement abordable aux réseaux, services et applications de télécommunication/TIC est un facteur essentiel de développement.

## 2.2 Mission

*"Promouvoir, faciliter et encourager l'accès universel, à un coût abordable, aux réseaux, services et applications de télécommunication/technologies de l'information et de la communication et leur utilisation au service d'une croissance et d'un développement socio-économiques et écologiquement durables."*

## 2.3 Valeurs

Les valeurs fondamentales de l'UIT sont les principes et les convictions communes qui déterminent les priorités de l'Union et les processus décisionnels de l'organisation.

*Dimension humaine, orientée services et axée sur les résultats*

L'UIT privilégie une approche centrée sur les personnes pour fournir des résultats qui comptent pour tous. En étant orientée services, l'UIT est déterminée à continuer de fournir des services d'excellente qualité et de donner entière satisfaction aux bénéficiaires et aux parties prenantes. En étant axée sur les résultats, l'UIT cherche à obtenir des résultats concrets et à optimiser l'incidence de ses travaux.

*Inclusion*

En reconnaissant l'inclusion comme une valeur universelle, l'UIT est déterminée, d'une part, à faire en sorte que les avantages des télécommunications/TIC profitent à tous de manière équitable, y compris aux populations des pays en développement, aux personnes ayant des besoins particuliers ainsi qu'aux populations marginalisées ou vulnérables (jeunes, peuples autochtones, personnes âgées, personnes handicapées, personnes ayant des niveaux de revenus différents, populations des zones rurales et isolées) et, d'autre part, à garantir l'égalité hommes-femmes dans le secteur des télécommunications/TIC. L'inclusion a une double signification: tout le monde profite des travaux de l'UIT et tout le monde peut y contribuer.

*Universalité et neutralité*

En tant qu'institution spécialisée des Nations Unies, l'UIT couvre, dessert et représente toutes les régions du monde. Dans les limites fixées par les instruments fondamentaux de l'Union, les travaux et les activités menés par l'UIT traduisent la volonté expresse de ses membres. Consciente de l'importance de la neutralité, l'UIT reconnaît également la primauté absolue des droits de l'homme. Il est essentiel de protéger le droit à la liberté d'expression, le droit de communiquer et le droit au respect de la vie privée.

*Création de synergies par la collaboration*

Diverses organisations contribuent au développement des télécommunications/TIC. En tant qu'acteur de premier plan dans cet environnement diversifié, l'UIT considère que la collaborationest la meilleure façon de contribuer à l'accomplissement de la mission qui est la sienne.

*Capacité d'innovation*

L'innovation est un élément essentiel dans la transformation de l'environnement des télécommunications/TIC. L'UIT est consciente que, pour réussir ce qu'elle entreprend, elle ne doit avoir de cesse de contribuer à façonner cet environnement des télécommunications/TIC en évolution constante et rapide et de s'y adapter.

*Efficacité économique*

L'efficacitééconomique est une préoccupation pour toutes les parties prenantes de l'environnement des télécommunications/TIC. L'UIT est déterminée à veiller à une meilleure utilisation des fonds, à mettre l'accent sur ses priorités et à éviter toute divergence entre les efforts déployés et les activités menées.

*Amélioration continue*

Consciente que, dans un environnement en rapide évolution et en pleine mutation, il n'existe pas de solution définitive, l'UIT fait sienne la valeur d'*amélioration continue* de ses produits, services et processus, en adaptant les priorités en fonction des besoins et en relevant ses exigences en matière d'efficacité et de qualité.

*Transparence*

En tant que catalyseur permettant de traduire dans les faits nombre des valeurs susmentionnées, la transparence permet de rendre compte des décisions, des mesures et des résultats. En optant pour la transparence, l'UIT communique et présente les progrès accomplis dans la réalisation de ses objectifs.

# 3 Buts stratégiques et cibles de l'Union

## 3.1 Buts stratégiques

Le Conseil, dans le cadre de son rôle dans la gestion de l'Union entre les Conférences de plénipotentiaires, et les trois Secteurs de l'UIT, c'est-à-dire le Secteur des radiocommunications de l'UIT (UIT-R), le Secteur de la normalisation des télécommunications de l'UIT (UIT-T) et le Secteur du développement des télécommunications de l'UIT (UIT-D), coopéreront en vue d'atteindre ces buts définis à l'échelle de l'organisation. Les progrès accomplis dans la réalisation de ces buts s'appuieront sur une coordination et une collaboration efficaces entre les Secteurs, leurs trois Bureaux et le Secrétariat général.

Pour la période 2016-2019, l'UIT mettra tout en oeuvre pour mener à bien sa mission en poursuivant les quatre buts suivants:

### 3.1.1 But 1: Croissance – Permettre et encourager l'accès aux télécommunications/TIC et leur utilisation accrue

Consciente du rôle des télécommunications/TIC en tant que catalyseur essentiel du développement social, économique et écologiquement durable, l'UIT s'emploiera à permettre et à encourager l'accès aux télécommunications/TIC et à promouvoir leur utilisation accrue. La progression de l'utilisation des télécommunications/TIC a un effet positif sur le développement socio‑économique à court terme et à long terme. L'Union et tous ses membres sont déterminés à oeuvrer de concert et à collaborer avec toutes les parties prenantes de l'environnement des télécommunications/TIC pour atteindre ce but.

### 3.1.2 But 2: Inclusion – Réduire la fracture numérique et mettre le large bande à la portée de tous

Déterminée à faire en sorte que tous, sans exception, bénéficient des télécommunications/TIC, l'UIT s'emploiera à réduire la fracture numérique et à mettre le large bande à la portée de tous. Réduire la fracture numérique consiste à parvenir à l'inclusion mondiale dans le domaine des télécommunications/TIC, en encourageant l'accès aux télécommunications/TIC, leur accessibilité, y compris sur le plan économique, ainsi que leur utilisation dans tous les pays et dans toutes les régions, par toutes les catégories de population, y compris les populations marginalisées ou vulnérables, comme les femmes, les enfants, les personnes ayant des niveaux de revenus différents, les peuples autochtones, les personnes âgées et les personnes handicapées. L'Union continuera de s'employer à mettre le large bande à la portée de tous, afin que chacun puisse profiter de ces retombées.

### 3.1.3 But 3: Durabilité – Gérer les problèmes résultant du développement des télécommunications/TIC

Afin que l'utilisation des télécommunications/TIC profite au plus grand nombre, l'Union reconnaît qu'il est nécessaire de gérer les problèmes qui résultent du développement rapide de ces télécommunications/technologies. Elle axe son action sur le renforcement de l'utilisation durable et sûre des télécommunications/TIC, en étroite collaboration avec toutes les organisations et entités concernées. En conséquence, elle mettra tout en oeuvre pour en réduire au minimum les effets négatifs indirects, comme les menaces pour la cybersécurité, y compris celles pesant sur les catégories les plus vulnérables de la société, en particulier les enfants, et les conséquences néfastes sur l'environnement, par exemple avec les déchets d'équipements électriques et électroniques.

### 3.1.4 But 4: Innovation et partenariats – Jouer un rôle de premier plan dans l'évolution de l'environnement des télécommunications/TIC, mieux contribuer à cette évolution et s'y adapter

Le quatrième but de la stratégie de l'Union pour la période 2016-2019 concerne l'innovation et consiste à favoriser un écosystème innovant et à s'adapter à l'évolution de l'environnement des télécommunications/TIC. Dans un environnement en pleine mutation, l'Union a pour but de contribuer à la mise en place d'un environnement qui soit suffisamment propice à l'innovation, où les progrès accomplis dans le domaine des nouvelles technologies et les partenariats stratégiques deviennent un élément essentiel du programme de développement pour l'après-2015. L'Union reconnaît qu'il est nécessaire, à l'échelle mondiale, d'adapter constamment les systèmes et les pratiques, étant donné que l'innovation technologique fait évoluer l'environnement des télécommunications/TIC. Elle reconnaît en outre qu'il est nécessaire d'encourager la participation d'autres entités et organisations ainsi que la coopération avec celles-ci pour atteindre ce but.

## 3.2 Cibles de l'Union

Les cibles représentent les effets et les incidences à long terme des activités de l'Union et indiquent les progrès accomplis dans la réalisation des buts stratégiques. L'UIT collaborera avec l'ensemble des organisations et entités qui, de par le monde, s'emploient à promouvoir l'utilisation des télécommunications/TIC. Ces cibles ont pour objet d'indiquer dans quelles directions l'Union devrait faire porter ses efforts et de concrétiser la vision qu'a l'UIT d'un monde interconnecté pour la période de quatre ans couverte par le Plan stratégique.

### 3.2.1 Principes pour fixer les cibles globales pour les télécommunications/TIC

En application des bonnes pratiques en la matière, les cibles globales pour les télécommunications/TIC sont fixées conformément aux critères suivants:

– **Spécifiques**: Les cibles décrivent les résultats concrets que l'Union espère obtenir des efforts qu'elle déploie, c'est-à-dire les effets recherchés à long terme sur les plans économique, socioculturel, institutionnel, environnemental et technique, notamment, mais sur lesquels il se peut que l'Union n'ait pas de prise directe.

– **Mesurables**: Les cibles, qui s'appuient sur des indicateurs statistiques existants, à partir des bases de connaissances de l'UIT, sont mesurables et reposent sur des références établies.

– **Orientées action**: Les cibles guident des travaux précis dans le cadre du Plan stratégique et des plans opérationnels de l'Union.

– **Réalistes et pertinentes**: Ambitieuses mais réalistes, les cibles sont rattachées aux buts stratégiques de l'Union.

– **Assorties d'échéances et permettant une traçabilité**: Les cibles s'inscrivent dans la période de quatre ans couverte par le Plan stratégique, c'est-à-dire la période allant jusqu'à 2020.

### 3.2.2 Cibles globales dans le domaine des télécommunications/TIC

Le Tableau 2 ci-après présente les cibles globales pour les télécommunications/TIC pour chacun des buts stratégiques de l'UIT.

Tableau 2 – Cibles globales dans le domaine des télécommunications/TIC

|  |
| --- |
| **But 1: Croissance – Permettre et encourager l'accès aux télécommunications/TIC et leur utilisation accrue** |
| – **Cible 1.1**: A l'échelle mondiale, 55% des ménages devraient avoir accès à l'Internet à l'horizon 2020– **Cible 1.2**: A l'échelle mondiale, 60% de la population devrait utiliser l'Internet à l'horizon 2020– **Cible 1.3**: A l'échelle mondiale, le prix des télécommunications/TIC devraient avoir baissé de 40% à l'horizon 2020[[42]](#footnote-42)  |
| **But 2: Inclusion – Réduire la fracture numérique et mettre le large bande à la portée de tous** |
| – **Cible 2.1.A**: Dans les pays en développement, 50% des ménages devraient avoir accès à l'Internet à l'horizon 2020– **Cible 2.1.B**: Dans les pays les moins avancés (PMA), 15% des ménages devraient avoir accès à l'Internet à l'horizon 2020– **Cible 2.2.A**: Dans les pays en développement, 50% de la population devrait utiliser l'Internet à l'horizon 2020– **Cible 2.2.B**: Dans les pays les moins avancés (PMA), 20% de la population devrait utiliser l'Internet à l'horizon 2020 |
| – **Cible 2.3.A**: L'écart en matière d'accessibilité économique entre pays développés et pays en développement devrait être réduit de 40% à l'horizon 2020[[43]](#footnote-43)– **Cible 2.3.B**: Le prix des services large bande ne devrait pas représenter plus de 5% du revenu mensuel moyen dans les pays en développement à l'horizon 2020– **Cible 2.4**: A l'échelle mondiale, 90% de la population rurale devrait être couverte par des services large bande à l'horizon 2020[[44]](#footnote-44)– **Cible 2.5.A**: L'égalité hommes/femmes parmi les internautes devrait être atteinte à l'horizon 2020– **Cible 2.5.B**: Des environnements garantissant l'accessibilité des télécommunications/TIC pour les personnes handicapées devraient être mis en place dans tous les pays à l'horizon 2020 |
| **But 3: Durabilité – Gérer les problèmes résultant du développement des télécommunications/TIC**  |
| – **Cible 3.1**: L'état de préparation en matière de cybersécurité devrait être amélioré de 40% à l'horizon 2020[[45]](#footnote-45)– **Cible 3.2**: Le volume des déchets d'équipements électriques et électroniques en fin de vie devrait être réduit de 50% à l'horizon 2020[[46]](#footnote-46)– **Cible 3.3**: Le volume des émissions des gaz à effet de serre produits par le secteur des télécommunications/TIC devrait être réduit de 30% par dispositif à l'horizon 2020[[47]](#footnote-47) |
| **But 4: Innovation et partenariats – Jouer un rôle de premier plan dans l'évolution de l'environnement des télécommunications/TIC, mieux contribuer à cette évolution et s'y adapter**  |
| – **Cible 4.1**: Environnement des télécommunications/TIC propice à l'innovation[[48]](#footnote-48)– **Cible 4.2**: Partenariats efficaces entre les parties prenantes dans l'environnement des télécommunications/TIC[[49]](#footnote-49) |

## 3.3 Gestion et atténuation des risques stratégiques

Compte tenu des difficultés, évolutions et transformations actuelles qui auront très probablement une incidence sur les activités de l'UIT au cours de la période couverte par le Plan stratégique, la liste des principaux risques stratégiques présentée dans le Tableau 3 a été établie, analysée et évaluée. Ces risques ont été examinés lors de la planification de la stratégie pour 2016-2019 et les mesures d'atténuation correspondantes ont été définies selon les besoins. Il est à souligner que ces risques stratégiques ne correspondent pas à des défaillances dans les activités de l'UIT, mais à des incertitudes concernant l'avenir qui pourraient avoir des répercussions sur les efforts déployés pour mener à bien la mission de l'Union pendant la période couverte par le Plan stratégique.

L'UIT a recensé, analysé et évalué ces risques stratégiques. Outre les processus de planification stratégiques, qui permettent d'établir le cadre général d'atténuation de ces risques, des mesures d'atténuation des risques opérationnels seront définies et mises en oeuvre dans le cadre du processus de planification opérationnelle de l'Union.

Tableau 3 – Risques stratégiques et mesures d'atténuation

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Risque** | **Mesure d'atténuation stratégique** | **Niveau concerné** |
| • **Moindres pertinence et capacité à mettre clairement en évidence l'apport de valeur ajoutée** Correspond au risque d'incompatibilité entre les efforts déployés, d'incohérences et de concurrence avec d'autres organisations et organismes, ainsi qu'au risque d'une perception erronée du mandat, de la mission et du rôle de l'UIT. | **1) Définir et privilégier les activités qui apportent une valeur ajoutée unique** | – Vision, mission, buts stratégiques et objectifs/résultats, critères de hiérarchisation des priorités |
| **• Dispersion** Correspond au risque de voir la mission vidée de sa substance et d'éloignement par rapport à la mission première de l'organisation. | **2) Garantir la cohésion et mener une action ciblée** | – Critères de hiérarchisation des priorités |
| **• Incapacité de répondre rapidement aux nouveaux besoins et d'innover suffisamment** **tout en continuant d'offrir des prestations de qualité** Correspond au risque d'absence de réactivité, qui se traduirait par un désengagement des membres et des autres parties prenantes. | **3) Agir de manière rapide, souple, réactive et innovante****4) Associer les parties prenantes dès le départ** | – But 4: relatif à l'innovation, aux valeurs de l'UIT– Vision, mission, valeurs, buts stratégiques et objectifs/résultats, critères de hiérarchisation des priorités |
| **• Adaptation insuffisante des stratégies, outils, méthodes et processus de mise en oeuvre pour tenir compte des bonnes pratiques et de l'évolution des besoins** Correspond au risque que la structure, les méthodes et les outils des commissions d'études ne soient plus adaptés, que les outils et les méthodes de mise en oeuvre ne soient plus fiables et n'assurent pas une efficacité optimale et que la coopération entre les Secteurs soit insuffisante. | **5) Améliorer en permanence les stratégies, les outils, les méthodes et les processus conformément aux bonnes pratiques** | – Valeurs, critères de mise en œuvre– Processus de suivi de la mise en œuvre et d'ajustement du Plan stratégique |
| **• Financement insuffisant** Correspond au risque de réduction des contributions financières des membres. | **6) Etre plus efficace et établir des priorités****7) Assurer une planification financière efficace** | – Critères de mise en oeuvre |

# 4 Objectifs, résultats et produits sectoriels et intersectoriels

L'UIT mettra en œuvre les buts stratégiques de l'Union pour la période 2016-2019 moyennant la réalisation d'un certain nombre d'objectifs au cours de cette période. Chaque Secteur contribuera à atteindre les buts fondamentaux de l'Union dans le domaine de compétence qui est le sien, par la mise en œuvre des objectifs qui lui sont propres et des objectifs intersectoriels fondamentaux. Le Conseil assurera une coordination et un contrôle efficaces de ces travaux.

## 4.1 Objectifs sectoriels et intersectoriels

Les objectifs sectoriels et intersectoriels contribueront à la réalisation des buts stratégiques de l'UIT présentés dans le Tableau 4 ci-après[[50]](#footnote-50), à l'aide des catalyseurs favorisant la réalisation des buts et des objectifs de l'Union définis par le Secrétariat.

Tableau 4 – Lien entre les objectifs sectoriels et intersectoriels et les buts stratégiques de l'UIT

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **But 1: Croissance** | **But 2: Inclusion** | **But 3: Durabilité** | **But 4: Innovation et partenariats** |
| **Objectifs** | **Objectifs de l'UIT-R** |  |  |  |  |
| R.1 Répondre, de manière rationnelle, équitable, efficace et économique aux besoins des membres en ce qui concerne les ressources du spectre des fréquences radioélectriques et des orbites des satellites, tout en évitant les brouillages préjudiciables | **☑** | 🗸 | 🗸 | 🗸 |
| R.2 Assurer la connectivité et l'interopérabilité à l'échelle mondiale, l'amélioration de la qualité de fonctionnement, de la qualité et de l'accessibilité économique du service et une conception générale économique des systèmes dans le domaine des radiocommunications, notamment en élaborant des normes internationales | **☑** | 🗸 | 🗸 | 🗸 |
| R.3 Encourager l'acquisition et l'échange de connaissances et de savoir-faire dans le domaine des radiocommunications |  | **☑** |  |  |
| **Objectifs de l'UIT-T** |  |  |  |  |
| T.1 Elaborer dans les meilleurs délais des normes internationales non discriminatoires (Recommandations UIT-T) et promouvoir l'interopérabilité et l'amélioration de la qualité de fonctionnement des équipements, des réseaux, des services et des applications | **☑** | 🗸 | 🗸 | 🗸 |
| T.2 Encourager la participation active des membres, en particulier ceux des pays en développement, à la définition et à l'adoption de normes internationales non discriminatoires (Recommandations UIT-T) |  | **☑** |  |  |
| T.3 Garantir l'attribution et la gestion efficaces des ressources de numérotage, de nommage, d'adressage et d'identification utilisées dans les télécommunications internationales, conformément aux procédures et Recommandations de l'UIT‑T | **☑** | 🗸 | 🗸 | 🗸 |
|  | T.4 Encourager l'acquisition et l'échange de connaissances et de savoir-faire concernant les activités de normalisation à l'UIT-T | 🗸 | **☑** | 🗸 | 🗸 |
|  | T.5 Elargir et faciliter la coopération avec les organismes internationaux et régionaux de normalisation | 🗸 | 🗸 | 🗸 | **☑** |
|  | **Objectifs de l'UIT-D** |  |  |  |  |
| D.1 Promouvoir la coopération internationale concernant les questions de développement des télécommunications/TIC |  | **☑** |  |  |
| D.2 Promouvoir un environnement propice au développement des TIC et encourager le développement de réseaux des télécommunication/TIC, ainsi que des applications et des services correspondants, notamment en vue de réduire l'écart en matière de normalisation | **☑** |  |  |  |
| D.3 Renforcer la confiance et la sécurité dans l'utilisation des télécommunications/TIC, ainsi que dans le déploiement des applications et des services correspondants  |  |  | **☑** |  |
| D.4 Renforcer les capacités humaines et institutionnelles, fournir des données et des statistiques, promouvoir l'inclusion numérique et fournir une assistance ciblée aux pays ayant des besoins particuliers |  | **☑** |  |  |
| D.5 Renforcer les mesures relatives à la protection de l'environnement, à l'adaptation aux effets des changements climatiques et à l'atténuation de ces effets, ainsi que les efforts déployés en matière de gestion des catastrophes au moyen des télécommunications/TIC | **☑** |  |  |  |
| **Objectifs intersectoriels** |  |  |  |  |
| I.1 Renforcer le dialogue international entre les parties prenantes | 🗸 | 🗸 | 🗸 | **☑** |
| I.2 Renforcer les partenariats et la coopération dans l'environnement des télécommunications/TIC | 🗸 | 🗸 | 🗸 | **☑** |
| I.3 Améliorer l'identification et l'analyse des nouvelles tendances dans l'environnement des télécommunications/TIC  | 🗸 | 🗸 | 🗸 | **☑** |
| I.4 Promouvoir/mieux faire reconnaître (l'importance des) les télécommunications/TIC en tant que catalyseur essentiel du développement social, économique et écologiquement durable |  | **☑** | **☑** |  |
|  | I.5 Améliorer l'accès aux télécommunications/TIC pour les personnes handicapées et pour les personnes ayant des besoins particuliers |  | **☑** |  |  |
| **Catalyseurs** | – Veiller à l'utilisation efficace et efficiente des ressources humaines, financières et en capital et garantir un environnement de travail propice, sûr et sécurisé– Veiller à l'efficacité et à l'accessibilité des infrastructures (conférences, réunions, documentation, publications et information)– Fournir des services efficaces en ce qui concerne les membres, le protocole, la communication et la mobilisation des ressources– Veiller à la planification, la coordination et l'exécution efficaces du Plan stratégique et des plans opérationnels de l'Union– Veiller à l'efficacité et à l'efficience de la gouvernance de l'organisation (en interne et à l'extérieur) |

## 4.2 Objectifs, résultats et produits

La réalisation des objectifs sectoriels et intersectoriels passera par l'obtention des résultats connexes, concrétisés par les produits présentés dans le tableau ci-après.

Tableau 5 – Objectifs, résultats et produits

| **Objectifs** | **Résultats** | **Produits** |
| --- | --- | --- |
| **Objectifs de l'UIT-R** |
| **R.1 Répondre, de manière rationnelle, équitable, efficace et économique aux besoins des membres de l'UIT en ce qui concerne les ressources du spectre des fréquences radioélectriques et des orbites des satellites, tout en évitant les brouillages préjudiciables** | R.1-1: Nombre accru de pays ayant des réseaux à satellite et des stations terriennes inscrits dans le Fichier de référence international des fréquencesR.1-2: Nombre accru de pays pour lesquels des assignations de fréquence sont inscrites dans le Fichier de référence international des fréquencesR.1-3: Pourcentage accru d'assignations inscrites dans le Fichier de référence international des fréquences avec une conclusion favorableR.1-4: Pourcentage accru de pays ayant mené à bien le passage à la télévision numérique de TerreR.1-5: Pourcentage accru de fréquences assignées à des réseaux à satellite et exemptes de brouillage préjudiciable | – Actes finals des conférences mondiales des radiocommunications, mise à jour du Règlement des radiocommunications– Actes finals des conférences régionales des radiocommunications, accords régionaux – Règles de procédure adoptées par le Comité du Règlement des radiocommunications (RRB)– Résultats du traitement des fiches de notification (services spatiaux) et des autres activités connexes |
|  | R.1-6: Pourcentage accru d'assignations à des services de Terre inscrites dans le Fichier de référence et exemptes de brouillage préjudiciable | – Résultats du traitement des fiches de notification (services de Terre) et des autres activités connexes – Décisions du RRB autres que celles correspondant à l'adoption de Règles de procédure– Amélioration des logiciels de l'UIT-R |
| **R.2 Assurer la connectivité et l'interopérabilité à l'échelle mondiale, l'amélioration de la qualité de fonctionnement, de la qualité et de l'accessibilité économique du service et une conception générale économique des systèmes dans le domaine des radiocommunications, notamment en élaborant des normes internationales** | R.2-1: Accès accru au large bande mobile, y compris dans les bandes de fréquences identifiées pour les Télécommunications mobiles internationales (IMT) R.2-2: Diminution du panier des prix du large bande mobile[[51]](#footnote-51) en pourcentage du revenu national brut (RNB) par habitantR.2-3: Nombre accru de liaisons fixes et volume accru de trafic acheminé par le service fixe (Tbit/s)R.2-4: Nombre de ménages recevant la télévision numérique de TerreR.2-5: Nombre de répéteurs de satellite (équivalent 36 MHz) en service et capacité correspondante (Tbit/s). Nombre de microstations, nombre de ménages recevant la télévision par satelliteR.2-6: Nombre accru de dispositifs pouvant recevoir les signaux du service de radionavigation par satelliteR.2-7: Nombre de satellites d'exploration de la Terre par satellite en service, quantité et résolution correspondantes des images transmises et volume de données téléchargées (Toctets) | – Décisions de l'Assemblée des radiocommunications, Résolutions de l'UIT-R – Recommandations, rapports (y compris le rapport de la RPC) et Manuels de l'UIT-R– Avis formulés par le Groupe consultatif des radiocommunications |
| **R.3 Encourager l'acquisition et l'échange de connaissances et de savoir‑faire dans le domaine des radiocommunications** | R.3-1: Renforcement des connaissances et du savoir-faire en ce qui concerne le Règlement des radiocommunications, les Règles de procédure, les Accords régionaux, les Recommandations et les bonnes pratiques en matière d'utilisation du spectreR.3-2: Renforcement de la participation, en particulier des pays en développement, aux activités de l'UIT-R (y compris par la participation à distance) | – Publications UIT-R– Assistance aux membres, en particulier ceux des pays en développement et des PMA– Liaison/appui concernant les activités de développement– Séminaires, ateliers et autres  |
| **Objectifs de l'UIT-T** |
| **T.1 Elaborer dans les meilleurs délais des normes internationales non discriminatoires (Recommandations UIT‑T) et promouvoir l'interopérabilité et l'amélioration de la qualité de fonctionnement des équipements, des réseaux, des services et des applications** | T.1-1: Utilisation accrue des Recommandations UIT-TT.1-2: Amélioration de la conformité aux Recommandations UIT‑TT.1-3: Amélioration des normes applicables aux nouvelles technologies et aux nouveaux services | – Résolutions, Recommandations et Voeux de l'Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications (AMNT)– Sessions régionales de consultation en vue de l'AMNT– Avis et décisions du Groupe consultatif de la normalisation des télécommunications (GCNT)– Recommandations UIT-T et résultats connexes des travaux des commissions d'études de l'UIT‑T– Assistance générale et coopération fournies par l'UIT-T– Base de données sur la conformité– Centres de tests et réunions sur les tests d'interopérabilité– Elaboration de suites de tests |
| **T.2 Encourager la participation active des membres, en particulier ceux des pays en développement, à la définition et à l'adoption de normes internationales non discriminatoires (Recommandations UIT-T)** | T.2-1: Participation accrue, en particulier des pays en développement, aux travaux de normalisation de l'UIT-T, notamment en ce qui concerne la participation aux réunions, la soumission de contributions, l'exercice de fonctions, à des postes à responsabilité, et l'organisation de réunions ou d'ateliersT.2-2: Augmentation du nombre de membres de l'UIT‑T, notamment de Membres de Secteur, d'Associés et d'établissements universitaires | – Réduction de l'écart en matière de normalisation (participation à distance, bourses d'études, création de commissions d'études régionales, par exemple)– Ateliers et séminaires, y compris activités de formation en ligne et hors ligne, complétant les activités de renforcement des capacités entreprises par l'UIT-D en vue de réduire l'écart en matière de normalisation– Sensibilisation et promotion |
| **T.3 Garantir l'attribution et la gestion efficaces des ressources de numérotage, de nommage, d'adressage et d'identification utilisées dans les télécommunications internationales, conformément aux procédures et aux Recommandations de l'UIT‑T** | T.3-1: Attribution rapide et correcte des ressources de numérotage, de nommage, d'adressage et d'identification utilisées dans les télécommunications internationales, conformément aux Recommandations pertinentes | – Bases de données pertinentes du TSB– Attribution et gestion des ressources de numérotage, de nommage, d'adressage et d'identification utilisées dans les télécommunications internationales, conformément aux Recommandations et procédures de l'UIT-T |
| **T.4 Encourager l'acquisition et l'échange de connaissances et de savoir‑faire concernant les activités de normalisation de l'UIT-T** | T.4-1: Renforcement des connaissances relatives aux normes UIT-T et aux bonnes pratiques concernant leur mise en oeuvre T.4-2: Renforcement de la participation aux activités de normalisation de l'UIT-T et prise de conscience accrue de l'importance des normes UIT-TT.4-3: Visibilité accrue du Secteur | – Publications UIT-T– Publications de bases de données– Sensibilisation et promotion– Bulletin d'exploitation de l'UIT |
| **T.5 Elargir et faciliter la coopération avec les organismes internationaux et régionaux de normalisation** | T.5-1: Nombre accru de textes communs élaborés avec d'autres organismes de normalisationT.5-2: Diminution du nombre de normes incompatibles entre ellesT.5-3: Nombre accru de Mémorandums d'accord/d'accords de collaboration conclus avec d'autres organisations T.5-4: Nombre accru d'organisations habilitées conformément aux Recommandations UIT-T A.4, A.5 et A.6T.5-5: Nombre accru d'ateliers ou de réunions organisés conjointement avec d'autres organisations | – Mémorandums d'accord et accords de collaboration– Habilitations conformément aux Recommandations UIT-T A.4, A.5 et A.6– Ateliers ou réunions organisés conjointement– Textes communs élaborés avec d'autres organisations |
| **Objectifs de l'UIT-D[[52]](#footnote-52)** |
| **D.1 Promouvoir la coopération internationale concernant les questions de développement des télécommunications/TIC** | D.1-1: Projet de Plan stratégique pour l'UIT-DD.1-2: Déclaration de la CMDTD.1-3: Plan d'action de la CMDTD.1-4: Résolutions et RecommandationsD.1-5: Questions, nouvelles ou révisées, confiées aux commissions d'étudesD.1-6: Niveau d'accord accru concernant les domaines prioritairesD.1-7: Evaluation de la mise en oeuvre du Plan d'action (CMDT) et du Plan d'action du SMSID.1-8: Identification des initiatives régionalesD.1-9: Augmentation du nombre de contributions et de propositions relatives au Plan d'actionD.1-10: Renforcement de l'examen des priorités, des programmes, des opérations, des questions financières et des stratégiesD.1-11: Programme de travailD.1-12: Elaboration minutieuse du rapport sur l'état d'avancement de la mise en oeuvre du programme de travail à soumettre au Directeur du BDT | – Conférence mondiale de développement des télécommunications (CMDT)– Réunions préparatoires régionales (RPM) – Groupe consultatif pour le développement des télécommunications (GCDT) – Commissions d'études |
|  | D.1-13: Renforcement de l'échange de connaissances et du dialogue entre les Etats Membres et les Membres de Secteur (y compris les Associés et les établissements universitaires participant aux travaux du Secteur) concernant les nouvelles questions en matière de télécommunication/TIC au service du développement durable D.1-14: Renforcement de la capacité des Membres de mettre au point et de mettre en oeuvre des stratégies et des politiques relatives aux TIC, ainsi que de définir des méthodes et des approches permettant de développer et de déployer les infrastructures et les applications |  |
| **D.2 Promouvoir un environnement propice au développement des TIC et encourager le développement des réseaux de télécommunication/TIC, ainsi que des applications et des services correspondants, notamment en vue de réduire l'écart en matière de normalisation** | D.2-1: Renforcement du dialogue et de la coopération entre les régulateurs nationaux, les décideurs et les autres parties prenantes du secteur des télécommunications/TIC concernant des questions politiques, juridiques et réglementaires d'actualité, pour aider les pays à atteindre leurs objectifs de création d'une société de l'information plus inclusiveD.2-2: Amélioration des processus de prise de décisions sur des questions politiques et réglementaires et environnement politique, juridique et réglementaire propice au secteur des TIC D.2-3: Renforcement des connaissances et des compétences des pays en vue de planifier, déployer, exploiter et maintenir des réseaux et services TIC durables, accessibles et fiables, y compris l'infrastructure large bande, et amélioration des connaissances relatives à l'infrastructure de transmission large bande dans le monde | – Cadres politiques et réglementaires – Réseaux de télécommunication/TIC, y compris conformité et interopérabilité et réduction de l'écart en matière de normalisation– Innovation et partenariats |
|  | D.2-4: Renforcement des connaissances et des compétences des pays pour qu'ils participent et contribuent à l'élaboration et à la mise en oeuvre de Recommandations UIT et mettent en place des programmes de conformité et d'interopérabilité durables et appropriés, sur la base des Recommandations de l'UIT, aux niveaux national, régional et sous-régional, en encourageant l'établissement de systèmes d'accords de reconnaissance mutuelle et/ou en créant des laboratoires de tests, selon qu'il conviendraD.2-5: Renforcement des connaissances et des compétences des pays dans les domaines de la planification et de l'assignation des fréquences, de la gestion du spectre et du contrôle des émissions, de l'utilisation efficace d'outils de gestion du spectre et de la mesure et de la réglementation de l'exposition des personnes aux champs électromagnétiquesD.2-6: Renforcement des connaissances et des compétences des pays concernant le passage de la radiodiffusion analogique à la radiodiffusion numérique et l'efficacité des travaux postérieurs à la transition, et efficacité de la mise en oeuvre des lignes directrices élaboréesD.2-7: Renforcement de la capacité des Membres d'intégrer l'innovation dans le secteur des TIC dans leurs programmes nationaux de développementD.2-8: Renforcement des partenariats public-privé pour promouvoir le développement des télécommunications/TIC |  |
| **D.3 Renforcer la confiance et la sécurité dans l'utilisation des télécommunications/TIC, ainsi que dans le déploiement des applications et des services correspondants** | D.3-1: Renforcement de la capacité des Etats Membres à élaborer et à mettre en oeuvre des politiques et stratégies en matière de cybersécurité dans le cadre des plans nationaux sur les TIC, ainsi qu'à élaborer et à mettre en oeuvre des législations appropriées | – Instauration de la confiance et de la sécurité dans l'utilisation des TIC– Applications et services TIC |
|  | D.3-2: Renforcement de la capacité des Etats Membres à réagir rapidement face aux cybermenacesD.3-3: Renforcement de la coopération, de l'échange d'informations et du transfert de savoir-faire entre les Etats Membres et avec les protagonistes concernésD.3-4: Renforcement de la capacité des pays en matière de planification des cyberstratégies sectorielles nationales pour favoriser la mise en place d'un environnement propice à l'amélioration des applications TICD.3-5: Renforcement de la capacité des pays à tirer parti des applications TIC/mobiles pour améliorer la prestation de services à valeur ajoutée dans des domaines hautement prioritaires (p. ex. santé, gouvernance, éducation, paiements, etc.) afin de résoudre efficacement différents problèmes en matière de développement durable par le biais d'une collaboration entre le secteur public et le secteur privé |  |
|  | D.3-6: Amélioration de l'innovation, des connaissances et des compétences des institutions nationales en matière d'utilisation des TIC et du large bande au service du développement |  |
| **D.4 Renforcer les capacités humaines et institutionnelles, fournir des données et des statistiques, promouvoir l'inclusion numérique et fournir une assistance ciblée aux pays ayant des besoins particuliers** | D.4-1: Renforcement des capacités des membres en matière de gouvernance internationale de l'InternetD.4-2: Amélioration des connaissances et des compétences des membres de l'UIT concernant l'utilisation des télécommunications/TICD.4-3: Meilleure sensibilisation au rôle du renforcement des capacités humaines et institutionnelles concernant les télécommunications/TIC et le développement à l'intention des membres de l'UITD.4-4: Renforcement des informations et des connaissances des décideurs et des autres parties prenantes sur les tendances actuelles et l'évolution des télécommunications/TIC sur la base de l'analyse de statistiques et de données sur les télécommunications/TIC de qualité et comparables au niveau internationalD.4-5: Renforcement du dialogue entre les producteurs et les utilisateurs de données sur les télécommunications/TIC et renforcement des capacités et des compétences des producteurs de statistiques sur les télécommunications/TIC en vue de la réalisation de collectes de données au niveau national sur la base de normes et de méthodologies internationales | – Renforcement des capacités– Statistiques sur les télécommunications/TIC– Inclusion numérique des personnes ayant des besoins particuliers– Assistance ciblée à l'intention des pays les moins avancés (PMA), des petits Etats insulaires en développement (PEID) et des pays en développement sans littoral (PDSL) |
|  | D.4-6: Renforcement de la capacité des Etats Membres à élaborer et à mettre en oeuvre des politiques, des stratégies et des lignes directrices en matière d'inclusion numérique, afin de garantir l'accessibilité des télécommunications/TIC pour les personnes ayant des besoins particuliers[[53]](#footnote-53) et l'utilisation des télécommunications/TIC pour l'autonomisation socio-économique des personnes ayant des besoins particuliers |  |
|  | D.4-7: Renforcement de la capacité des membres à assurer aux personnes ayant des besoins particuliers une formation à l'utilisation des outils numériques et une formation à l'utilisation des télécommunications/TIC pour le développement socio-économiqueD.4-8: Renforcement des capacités des membres en matière d'utilisation des télécommunications/TIC aux fins du développement socio-économique des personnes ayant des besoins particuliers, y compris la mise en oeuvre de programmes de télécommunication/TIC pour favoriser l'emploi des jeunes et l'esprit d'entrepriseD.4-9: Amélioration de l'accès aux TIC et de leur utilisation dans les pays en développement PMA, PDSL, PEID, et pays dont l'économie est en transitionD.4-10: Renforcement des capacités des pays en développement PMA, PDSL et PEID en matière de développement des télécommunications/TIC |  |
| **D.5 Renforcer les mesures relatives à la protection de l'environnement, à l'adaptation aux effets des changements climatiques et à l'atténuation de ces effets ainsi que les efforts déployés en matière de gestion des catastrophes au moyen des télécommunications/TIC** | D.5-1: Amélioration de la mise à disposition d'informations et de solutions pour les Etats Membres concernant l'atténuation des effets des changements climatiques et l'adaptation à ces effetsD.5-2: Renforcement des capacités des Etats Membres en matière de cadres politiques et réglementaires relatifs à l'atténuation des effets des changements climatiques et l'adaptation à ces effetsD.5-3: Elaboration d'une politique en matière de déchets d'équipements électriques et électroniquesD.5-4: Etablissement de systèmes de contrôle et de systèmes d'alerte avancée reposant sur des normes, reliés aux réseaux nationaux et régionauxD.5-5: Collaboration pour faciliter les interventions d'urgence en cas de catastropheD.5-6: Conclusion de partenariats avec les organisations concernées pour l'utilisation de systèmes de télécommunication/TIC aux fins de la planification préalable aux catastrophes, de la prévision et de la détection des catastrophes, ainsi que de l'atténuation de leurs effetsD.5-7: Amélioration de la sensibilisation à l'importance que revêt la coopération aux niveaux régional et international pour faciliter l'accès aux informations relatives à l'utilisation des télécommunications/TIC en situation d'urgence, et le partage de ces informations | – TIC et changements climatiques: adaptation aux effets des changements climatiques et atténuation de ces effets– Télécommunications d'urgence |
| **Objectifs intersectoriels** |
| **I.1 Renforcer le dialogue international entre les parties prenantes** | I.1-1: Renforcement de la collaboration entre les parties prenantes concernées, afin d'accroître l'efficacité de l'environnement des télécommunications/TIC | – Conférences, forums, manifestations et réunions intersectoriels au niveau mondial offrant un cadre de discussion de haut niveau (par exemple, Conférence mondiale des télécommunications internationales (CMTI), Forum mondial des politiques de télécommunication/TIC (FMPT), Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI)[[54]](#footnote-54), Journée mondiale des télécommunications et de la société de l'information, ITU Telecom) |
| **I.2 Renforcer les partenariats et la coopération dans l'environnement des télécommunications/TIC** | I.2-1: Renforcement des synergies nées des partenariats concernant les télécommunications/TIC | – Echange de connaissances, création de réseaux de relations et partenariats– Mémorandums d'accord |
| **I.3 Améliorer l'identification et l'analyse des nouvelles tendances dans l'environnement des télécommunications/TIC**  | I.3-1: Identification et analyse rapides des nouvelles tendances des télécommunications/TIC et création de nouveaux domaines d'activité liés à ces nouvelles tendances | – Initiatives et rapports intersectoriels sur les nouvelles tendances dans le secteur des télécommunications/TIC et autres initiatives analogues (y compris Les Nouvelles de l'UIT) |
| **I.4 Promouvoir/mieux faire reconnaître (l'importance des) les télécommunications/TIC en tant que catalyseur essentiel du développement social, économique et écologiquement durable** | I.4-1: Meilleure reconnaissance des TIC sur les plans multilatéral et intergouvernemental, d'une part, en tant que catalyseur intersectoriel pour les trois piliers du développement durable (croissance économique, intégration sociale et environnement durable) définis dans le document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable Rio+20 et, d'autre part, en tant qu'outil à l'appui de la mission des Nations Unies au service de la paix, de la sécurité et des droits de l'homme | – Rapports et autres contributions aux processus interinstitutions des Nations Unies, multilatéraux et intergouvernementaux |
| **I.5 Améliorer l'accès aux télécommunications/TIC pour les personnes handicapées et pour les personnes ayant des besoins particuliers** | I.5-1 Disponibilité accrue d'équipements, de services et d'applications de télécommunication/TIC conformes aux principes de conception universelleI.5-2 Renforcement de la participation des organisations de personnes handicapées et de personnes ayant des besoins particuliers aux travaux de l'UnionI.5-3 Sensibilisation accrue, y compris par une reconnaissance multilatérale et intergouvernementale, à la nécessité d'améliorer l'accès aux télécommunications/TIC pour les personnes handicapées et pour les personnes ayant des besoins particuliers | – Rapports, lignes directrices et récapitulatifs concernant l'accessibilité des télécommunications/TIC– Mobilisation de ressources et de compétences techniques, par exemple, en encourageant une participation accrue des personnes handicapées et des personnes ayant des besoins particuliers aux réunions internationales et régionales– Poursuite de l'amélioration et de la mise en oeuvre de la politique de l'UIT en matière d'accessibilité et des plans connexes– Campagnes de sensibilisation, tant au niveau des Nations Unies qu'aux niveaux régional et national |
| Les produits ci-après résultant des activités des organes directeurs de l'UIT contribuent à la réalisation de tous les objectifs de l'Union: | – Décisions, Résolutions, Recommandations et autres résultats des travaux de la Conférence de plénipotentiaires – Décisions et Résolutions du Conseil et résultats des travaux des Groupes de travail du Conseil |

## 4.3 Catalyseurs

Les catalyseurs favorisant la réalisation des buts stratégiques et des objectifs de l'Union visent à appuyer les activités de l'UIT en vue d'atteindre ces objectifs et buts stratégiques. Les processus d'appui contribuent à mettre en place les catalyseurs en vue de la réalisation des buts stratégiques, comme le montre le tableau ci-après:

Tableau 6 – Contribution des processus d'appui à la mise en place des catalyseurs

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Catalyseurs favorisant****la réalisation des buts stratégiques****Processus d'appui** | Veiller à l'utilisation efficace et efficiente des ressources humaines, financières et en capital et garantir un environnement de travail propice, sûr et sécurisé | Veiller à l'efficacité et à l'accessibilité des infrastructures (conférences, réunions, documentation, publications et information) | Fournir des services efficaces en ce qui concerne les membres, le protocole, la communication et la mobilisation des ressources | Veiller à la planification, à la coordination et à l'exécution efficaces du Plan stratégique et des plans opérationnels de l'Union | Veiller à l'efficacité et à l'efficience de la gouvernance de l'organisation (en interne et à l'extérieur) |
| Direction de l'Union | **X** |  |  | **X** | **X** |
| Organisation de conférences, assemblées, séminaires et ateliers (traduction et interprétation comprises) |  | **X** |  |  |  |
| Services de publication |  | **X** |  |  |  |
| Services informatiques |  | **X** |  |  |  |
| Gestion des ressources humaines | **X** |  |  |  |  |
| Gestion des ressources financières | **X** |  |  |  |  |
| Services juridiques |  |  |  |  | **X** |
| Audit interne | **X** |  |  |  | **X** |
| Collaboration avec les membres et les parties prenantes extérieures (y compris les Nations Unies) |  |  | **X** |  |  |
| Services de communication (services audiovisuels, services de presse, réseaux sociaux, gestion du web, programme de marque, rédaction de discours, Parcours "A la découverte des TIC") |  |  | **X** |  |  |
| Services du protocole |  |  | **X** |  |  |
| Facilitation des travaux des organes directeurs (PP, Conseil, Groupes de travail du Conseil) |  |  |  |  | **X** |
| Services de la sécurité et de la sûreté | **X** |  |  |  |  |
| Production et distribution des badges |  | **X** |  |  |  |
| Services de mobilisation des ressources |  |  | **X** |  |  |
| Gestion et planification stratégiques institutionnelles |  |  |  | **X** | **X** |

# 5 Mise en oeuvre et évaluation

## 5.1 Coordination des planifications stratégique, opérationnelle et financière

La coordination étroite et cohérente des planifications stratégique, opérationnelle et financière de l'Union est assurée grâce à la mise en œuvre du cadre UIT de gestion axée sur les résultats, conformément aux Résolutions 71 (Rév. Busan, 2014), 72 (Rév. Busan, 2014) et 151 (Rév. Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires, selon la structure suivante:

• Le présent **Plan stratégique** quadriennal définit les buts stratégiques de l'Union et les objectifs/résultats sectoriels et intersectoriels pour la période de quatre ans. Il expose les **critères de mise en oeuvre** à prendre en considération dans le cadre des processus de planification opérationnelle et de budgétisation. Le Plan stratégique devrait être mis en œuvre dans les limites financières fixées par la Conférence de plénipotentiaires.

• Le **Plan financier** quadriennal, figurant dans la Décision 5 (Rév. Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires, prévoit les recettes et les dépenses de l'Union pour la période de quatre ans, en parfaite conformité avec le Plan stratégique et définit les ressources disponibles pour sa mise en œuvre.

• Les **budgets** biennaux, approuvés par le Conseil, appliquent le mécanisme de budgétisation axée sur les résultats (BAR), conformément aux dispositions du plan financier.

• Les **plans opérationnels** quadriennaux glissants, approuvés par le Conseil, suivent les principes du Plan stratégique et sont établis conformément au plan financier et au budget biennal. Les plans opérationnels définissent les produits sectoriels et intersectoriels obtenus pour réaliser les objectifs et les résultats de l'Union et décrivent les activités correspondantes des Bureaux et du Secrétariat général. Les activités des Bureaux contribuent directement à l'obtention des produits sectoriels et intersectoriels. Les activités du Secrétariat général, soit contribuent directement à l'obtention des produits intersectoriels (par l'intermédiaire des activités intersectorielles), soit consistent à fournir des services d'appui aux Bureaux et aux activités intersectorielles, comme indiqué ci-après:

Figure 1 – Coordination entre les planifications stratégique, opérationnelle et financière



## 5.2 Critères de mise en œuvre

Les critères de mise en œuvre établissent le cadre qui permet d'identifier comme il se doit les activités pertinentes de l'Union, afin que les objectifs, les résultats et les buts stratégiques de l'Union soient atteints de la manière la plus efficace et la plus efficiente possible. Ils correspondent aux critères à appliquer pour fixer les priorités pour le processus d'affectation des ressources dans le cadre du budget biennal de l'Union.

Les critères de mise en œuvre définis pour la stratégie de l'Union pour la période 2013-2019 sont les suivants:

1) **Adhésion aux valeurs de l'Union**: Les valeurs essentielles de l'UIT définissent les priorités et servent de base à la prise de décisions.

2) **Respect des principes de la gestion axée sur les résultats** notamment:

a) **Contrôle et évaluation de la performance**: L'état d'avancement de la réalisation des buts/objectifs sera contrôlé et évalué conformément aux plans opérationnels, approuvés par le Conseil, et des possibilités d'amélioration seront identifiées en vue d'appuyer le processus décisionnel.

b) **Identification, évaluation et atténuation des risques**: Mise en place d'un processus intégré visant à gérer les aléas pouvant avoir une incidence sur la réalisation des objectifs et des buts et qui permet ainsi la prise de décisions en connaissance de cause.

c) **Principes de la budgétisation axée sur les résultats**: Le processus de budgétisation consistera à affecter les ressources sur la base des buts et des objectifs à atteindre, tels qu'ils sont définis dans le présent Plan stratégique.

d) **Soumission de rapports orientés sur les retombées**: Les progrès accomplis dans la réalisation des buts stratégiques de l'UIT feront l'objet de rapports clairs, portant sur les retombées des activités de l'Union.

3) **Efficacité économique de la mise en œuvre**: L'efficacité économique devient un impératif pour l'Union. L'UIT déterminera si ses parties prenantes tirent un bénéfice maximal des services qu'elle fournit, en fonction des ressources disponibles (bonne utilisation des fonds).

4) **Recherche de l'intégration des recommandations de l'ONU et de l'application de pratiques opérationnelles harmonisées**, dans la mesure où l'UIT est une institution spécialisée du système des Nations Unies.

5) **Une** **UIT unie dans l'action**: Les Secteurs travailleront de concert à la mise en oeuvre du Plan stratégique. Le Secrétariat appuiera une planification opérationnelle coordonnée, en évitant les redondances et les doublons et en optimisant les synergies entre les Secteurs, les Bureaux et le Secrétariat général.

6) **Développement à long terme de l'organisation au service de la performance et de compétences adaptées**: Attachée à la culture de l'apprentissage, l'organisation continuera à fonctionner de manière interconnectée et à investir plus avant dans son personnel afin d'offrir durablement les meilleurs services.

7) **Hiérarchisation des priorités**: Il est important de définir des critères précis pour établir un ordre de priorité entre les différentes activités et initiatives que l'Union souhaite entreprendre. Les facteurs à prendre en considération sont les suivants:

a) **Valeur ajoutée**:

– Etablir les priorités en fonction de la valeur unique offerte par l'UIT (résultats qui ne peuvent être obtenus par ailleurs).

– Prendre part à des activités pour lesquelles l'UIT apporte une forte valeur ajoutée.

– Ne pas faire figurer parmi les priorités les activités que d'autres parties prenantes peuvent entreprendre.

– Etablir les priorités en fonction des compétences dont l'UIT dispose pour la mise en œuvre.

b) **Impact et attention**:

– S'attacher à obtenir le plus grand impact pour le plus large public possible lorsqu'il est question d'inclusion.

– Mener à bien un plus petit nombre d'activités mais ayant un impact plus fort, plutôt qu'un grand nombre d'activités ayant un faible impact.

– Travailler de manière cohérente et entreprendre des activités qui contribuent incontestablement à atteindre le principal objectif défini par le cadre stratégique de l'UIT.

– Donner la priorité à des activités produisant des résultats concrets.

c) **Besoins des membres**:

– Accorder un degré de priorité élevé aux demandes des membres, en appliquant une approche orientée client.

– Accorder la priorité à des activités que les Etats Membres ne peuvent pas mettre en oeuvre sans l'appui de l'organisation.

## 5.3 Contrôle, évaluation et gestion des risques dans le cadre UIT de gestion axée sur les résultats

Les résultats seront l'axe principal de la stratégie, de la planification et de la budgétisation dans le cadre UIT de gestion axée sur les résultats. Le contrôle et l'évaluation de la performance ainsi que la gestion des risques permettront de veiller à ce que les processus de planification stratégique, opérationnelle et financière reposent sur des décisions prises en connaissance de cause et sur une affectation adéquate des ressources.

Le cadre UIT de contrôle et d'évaluation de la performance sera élaboré conformément au cadre stratégique décrit dans le Plan stratégique pour la période 2016-2019 et permettra de mesurer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs et des résultats, ainsi que des buts stratégiques et des cibles de l'UIT énoncés dans le présent plan stratégique, en évaluant la performance et en repérant les problèmes à résoudre.

Le cadre UIT de gestion des risques sera élaboré plus avant, l'objectif étant que le cadre UIT de gestion axée sur les résultats défini dans le plan stratégique de l'Union pour la période 2016-2019 fasse l'objet d'une approche intégrée.

Annexe 3 de la Résolution 71

Répartition des ressources entre les objectifs et les buts stratégiques



Annexe 4 de la Résolution 71

Glossaire du Plan stratégique de l'Union pour la période 2016-2019

| Terme | Version de travail |
| --- | --- |
| Activités | Les activités sont les divers travaux/services permettant de transformer les ressources (intrants) en produits. |
| Plan financier | Le Plan financier, établi pour une période de quatre ans, définit la base financière à partir de laquelle les budgets biennaux sont établis. Le Plan financier est élaboré dans le cadre de la Décision 5 (Recettes et dépenses de l'Union) qui reflète, notamment, le montant de l'unité contributive approuvé par la Conférence de plénipotentiaires. Le Plan financier devrait être aligné sur le Plan stratégique. |
| Intrants | Les intrants sont des ressources – ressources financières, humaines, matérielles et technologiques par exemple – utilisées pour les activités en vue de fournir des produits. |
| Mission | La mission désigne les principaux buts généraux de l'Union, conformément aux Instruments fondamentaux de l'UIT. |
| Objectifs | Les objectifs désignent les buts spécifiques des activités sectorielles et intersectorielles au cours d'une période donnée. |
| Plan opérationnel | Le Plan opérationnel est établi chaque année par le Bureau de chaque Secteur, après consultation du Groupe consultatif concerné, et par le Secrétariat général conformément au Plan stratégique et au Plan financier. Il contient le plan détaillé pour l'année à venir ainsi que des prévisions pour les trois années suivantes pour chaque Secteur et le Secrétariat général. Le Conseil examine et approuve les Plans opérationnels quadriennaux glissants. |
| Résultats | Les résultats indiquent si l'objectif est atteint. Ils sont habituellement, en partie mais pas en totalité, contrôlés par l'organisation. |
| Produits | Résultats, prestations, produits et services concrets finals résultant de la mise en œuvre par l'Union des Plans opérationnels. Les produits constituent des objets de coût et sont représentés dans le système de comptabilité analytique applicable par des ordres internes. |
| Indicateurs de performance | Les indicateurs de performance sont les critères utilisés pour mesurer la réalisation des produits et des résultats. Ces indicateurs peuvent être qualitatifs ou quantitatifs. |
| Processus | Ensemble d'activités cohérentes destinées à atteindre un objectif/but prévu. |
| Budgétisation axée sur les résultats (BAR) | La budgétisation axée sur les résultats (BAR) est le processus d'établissement du budget du programme dans le cadre duquel: a) le programme est formulé afin d'atteindre un ensemble d'objectifs et de résultats prédéfinis; b) les résultats justifient les besoins de ressources qui sont déterminés à partir des produits et rattachés à ces produits qui doivent être fournis en vue d'obtenir les résultats; et c) le niveau effectif de réalisation des résultats est mesuré au moyen d'indicateurs de résultat. |
| Gestion axée sur les résultats (GAR) | La gestion axée sur les résultats est une méthode de gestion qui permet d'orienter les processus, les ressources, les produits et les services d'une organisation vers la réalisation de résultats mesurables. Elle définit les cadres et les outils de gestion nécessaires pour la planification stratégique, la gestion des risques, le contrôle et l'évaluation des performances ainsi que le financement des activités sur la base de résultats ciblés. |
| Cadre de présentation des résultats | Outil de gestion stratégique utilisé pour planifier, suivre, évaluer et établir des rapports selon la méthode GAR. Il définit la chronologie nécessaire à l'obtention, d'une part, des résultats souhaités (chaîne de résultats) – avec tout d'abord les intrants, puis les activités et les produits, et, enfin, les résultats – au niveau des objectifs sectoriels et intersectoriels et, d'autre part, des effets recherchés – au niveau des buts stratégiques et des cibles définis pour l'ensemble de l'UIT. Il explique la marche à suivre pour obtenir les résultats, y compris les relations de cause à effet ainsi que les hypothèses et risques sous-jacents. Le cadre de présentation des résultats est l'illustration de la réflexion au niveau stratégique pour l'ensemble de l'organisation. |
| Buts stratégiques | Correspondent aux buts de haut niveau de l'Union, à la réalisation desquels les objectifs contribuent directement ou indirectement. Ils se rapportent à l'ensemble de l'Union. |
| Plan stratégique | Le Plan stratégique définit la stratégie de l'Union pour une période de quatre ans afin que cette dernière s'acquitte de sa mission. Il définit les buts et les objectifs stratégiques et constitue le Plan de l'Union pendant cette période. Il est le principal instrument qui exprime la vision stratégique de l'Union. Le Plan stratégique devrait être mis en oeuvre dans les limites financières fixées par la Conférence de plénipotentiaires. |
| Risques stratégiques | Les risques stratégiques correspondent aux incertitudes et aux possibilités non exploitées qui influent sur la stratégie d'une organisation et sur sa mise en oeuvre. |
| Gestion des risques stratégiques (SRM) | La gestion des risques stratégiques est une méthode de gestion qui permet d'identifier et de cibler l'action sur les incertitudes et les possibilités non exploitées qui influent sur l'aptitude d'une organisation à s'acquitter de sa mission. |
| Cibles stratégiques | Les cibles stratégiques correspondent aux résultats attendus pendant la période couverte par le Plan stratégique; elles indiquent si le but est atteint. Les cibles ne sont pas toujours atteintes pour des raisons qui sont parfois indépendantes de la volonté de l'Union. |
| Valeurs | Convictions communes à toute l'UIT qui déterminent ses priorités et guident tous les processus décisionnels. |
| Vision | Le monde meilleur envisagé par l'UIT. |

Liste des termes dans les six langues officielles

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Anglais | Arabe | Chinois | Français | Russe | Espagnol |
| **Activities** | الأنشطة | 活动 | Activités | Виды деятельности | Actividades |
| **Financial Plan** | الخطة المالية | 财务规划 | Plan financier | Финансовый план | Plan Financiero |
| **Inputs** | المدخلات | 投入，输入意见（取决于上下文） | Contributions | Исходные ресурсы | Insumos |
| **Mission** | الرسالة | 使命 | Mission | Миссия | Misión |
| **Objectives** | الغايات [ / أهداف] | 部门目标 | Objectifs | Задачи | Objetivos |
| **Operational Plan** | الخطة التشغيلية | 运作规划 | Plan opérationnel | Оперативный план | Plan Operacional |
| **Outcomes** | النتائج | 结果 | Résultats | Конечные результаты | Resultados |
| **Outputs** | النواتج | 输出成果 | Produits | Намеченные результаты деятельности | Productos |
| **Performance indicators** | مؤشرات الأداء | 绩效指标 | Indicateurs de performance | Показатели деятельности | Indicadores de Rendimiento |
| **Processes** | العمليات | 进程 | Processus | Процессы | Procesos |
| **Results-based budgeting** | الميزنة على أساس النتائج | 基于结果的预算制定 | Budgétisation axée sur les résultats | Составление бюджета, ориентированного на результаты (БОР) | [Elaboración del] Presupuesto basado en los resultados |
| **Results-based Management**  | الإدارة على أساس النتائج | 基于结果的管理 | Gestion axée sur les résultats | Управление, ориентированное на результаты (УОР) | Gestión basada en los resultados |
| **Results framework** | إطار النتائج | 结果框架 | Cadre de présentation des résultats | Структура результатов | Marco de resultados |
| **Strategic Goals** | الأهداف الاستراتيجية | 总体战略目标 | Buts stratégiques | Стратегические цели | Metas estratégicas |
| **Strategic Plan** | الخطة الاستراتيجية | 战略规划 | Plan stratégique | Стратегический план | Plan Estratégico |
| **Strategic Risks** | المخاطر الاستراتيجية | 战略风险 | Risques stratégiques | Стратегические риски | Riesgos estratégicos |
| **Strategic Risk Management**  | إدارة المخاطر الاستراتيجية | 战略风险管理 | Gestion des risques stratégiques | Управление стратегическими рисками | Gestión de riesgos estratégicos |
| **Strategic Target** | المقاصد الاستراتيجية | 具体战略目标 | Cible stratégique | Стратегический целевой показатель | Finalidad estratégica |
| **Values** | القيم | 价值/价值观 | Valeurs | Ценности | Valores |
| **Vision** | الرؤية | 愿景 | Vision | Концепция | Visión |

RÉSOLUTION 72 (Rév. Busan, 2014)

Coordination des planifications stratégique,
financière et opérationnelle à l'UIT

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Busan, 2014),

considérant

que la procédure permettant de mesurer les progrès réalisés dans l'accomplissement des buts et objectifs de l'UIT peut être notablement améliorée grâce à la coordination des plans stratégique, financier et opérationnel énonçant les activités prévues pendant la période couverte par ces plans,

reconnaissant

*a)* que les plans opérationnel et financier de l'UIT devraient énoncer les activités de l'Union, leurs objectifs et les ressources associées et qu'ils pourraient être efficacement utilisés, notamment pour:

– suivre les progrès accomplis dans la mise en œuvre des programmes de l'Union;

– améliorer la capacité qu'ont les Etats Membres et les Membres des Secteurs d'évaluer, en utilisant des indicateurs de performance, les progrès accomplis dans la réalisation des activités au titre des programmes;

– améliorer l'efficacité de ces activités;

– assurer la transparence, en particulier dans l'application du recouvrement des coûts;

– encourager la complémentarité entre les activités de l'UIT et celles d'autres organisations internationales ou régionales de télécommunication compétentes;

*b)* qu'en raison de la mise en oeuvre en cours de la planification opérationnelle et de sa coordination effective avec la planification stratégique et la planification financière, il faudra peut‑être apporter des modifications au Règlement financier pour définir les liens qui existent entre les documents correspondants et harmoniser la présentation des informations qu'ils contiennent;

*c)* qu'il faut mettre en place des mécanismes de supervision efficaces et précis pour que le Conseil de l'UIT puisse bien suivre les progrès accomplis dans la coordination des fonctions stratégique, opérationnelle et financière et évaluer la mise en œuvre des plans opérationnels;

*d)* que, pour aider les Etats Membres à élaborer des propositions à l'intention des conférences, le Secrétariat devrait être invité à élaborer des lignes directrices permettant de déterminer les critères à appliquer pour évaluer les incidences financières et à diffuser ces lignes directrices sous forme de lettres circulaires du Secrétariat général ou des directeurs des Bureaux;

*e)* que les Etats Membres, en tenant compte des lignes directrices élaborées par le Secrétariat, devraient, dans la mesure pratiquement réalisable, insérer les informations pertinentes dans une annexe à leurs propositions afin que le Secrétaire général/les directeurs des Bureaux puissent déterminer les incidences financières probables de ces propositions,

décide de charger le Secrétaire général et les directeurs des trois Bureaux

1 de déterminer des mesures et des éléments particuliers devant être considérés comme indicatifs et non exhaustifs qui seront inclus dans les plans opérationnels des Secteurs et du Secrétariat général, pour assurer une cohérence entre ces plans, mesures et éléments qui aideront l'Union à appliquer les plans stratégique et financier et permettront au Conseil de revoir cette application;

2 de revoir le Règlement financier de l'Union en tenant compte des points de vue des Etats Membres et de l'avis des groupes consultatifs des Secteurs et de faire des propositions appropriées que le Conseil examinera à la lumière des points *b)* et *c)* du *reconnaissant* ci-dessus;

3 d'élaborer, pour chacun d'eux, des plans de synthèse coordonnés tenant compte des relations entre les planifications stratégique, financière et opérationnelle, plans qui seront examinés chaque année par le Conseil;

4 d'aider, si la demande leur en est faite, les Etats Membres à préparer des estimations des coûts afférents aux propositions qu'ils soumettent à toutes les conférences et assemblées de l'Union;

5 de fournir aux conférences et assemblées les informations nécessaires provenant de l'ensemble des nouveaux mécanismes financiers et des nouveaux mécanismes de planification disponibles pour qu'elles puissent procéder à une estimation raisonnable des incidences financières des décisions qu'elles prendront, y compris, dans la mesure du possible, à des estimations des coûts des propositions éventuelles soumises à toutes les conférences et assemblées de l'Union, compte tenu des dispositions de l'article 34 de la Convention de l'UIT,

charge le Conseil

1 d'évaluer les progrès réalisés dans la coordination des fonctions stratégique, financière et opérationnelle ainsi que dans la mise en œuvre de la planification opérationnelle, et de prendre les mesures voulues pour atteindre les objectifs de la présente Résolution;

2 de prendre les mesures nécessaires pour faire en sorte que les plans stratégique, financier et opérationnel futurs soient élaborés conformément aux dispositions de la présente Résolution;

3 d'élaborer un rapport, assorti d'éventuelles recommandations, qui sera examiné par la Conférence de plénipotentiaires de2018,

prie instamment les Etats Membres

d'établir une liaison avec le Secrétariat au tout début de l'élaboration de propositions ayant des incidences financières, afin que le programme de travail et les besoins associés en matière de ressources puissent être identifiés et, dans toute la mesure possible, inclus dans ces propositions.

()

RÉsolution 151 (Rév. Busan, 2014)

Mise en œuvre de la gestion axée sur les résultats à l'UIT

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Busan, 2014),

considérant

*a)* la Résolution 72 (Rév. Guadalajara, 2010) de la présente Conférence, dans laquelle il est noté que la procédure permettant de mesurer les progrès réalisés dans l'accomplissement des objectifs de l'UIT peut être notablement améliorée grâce à la coordination des plans stratégique, financier et opérationnel énonçant les activités prévues pendant la période couverte par ces plans;

*b)* la Résolution 151 (Rév. Guadalajara, 2010), par laquelle la Conférence de plénipotentiaires a chargé en outre le Secrétaire général de continuer d'améliorer les méthodes associées à la mise en œuvre complète de la BAR et de la gestion axée sur les résultats (GAR), y compris la présentation des budgets biennaux,

reconnaissant

*a)* que des défis doivent être relevés et des étapes franchies pour pouvoir passer au niveau suivant de la mise en œuvre de la BAR et de la GAR à l'UIT, et qu'il faut notamment opérer un profond changement de culture et familiariser le personnel, à tous les niveaux, avec les concepts et la terminologie de la gestion axée sur les résultats (GAR);

*b)* que le CCI a considéré, dans un rapport publié en 2004 et intitulé *Application de la gestion axée sur les résultats dans les organismes des Nations Unies*, qu'une stratégie globale visant à modifier la façon dont fonctionnent les organisations, axée principalement sur l'amélioration de leur efficacité (c'est-à-dire l'obtention de résultats), est une étape essentielle vers l'application de la GAR;

*c)* que le CCI a déterminé que les principaux piliers d'un système solide de GAR sont le processus de planification, de programmation, de budgétisation, de suivi et d'évaluation; la délégation de pouvoir et la responsabilisation; la performance du personnel et la gestion des contrats,

soulignant

que l'objectif de la BAR et de la GAR est de faire en sorte que des ressources suffisantes soient allouées aux activités ayant un rang de priorité élevé afin de parvenir aux résultats prévus,

décide de charger le Secrétaire général et les Directeurs des trois Bureaux

1 de continuer d'améliorer les méthodes associées à la mise en œuvre intégrale de la BAR et de la GAR, y compris d'améliorer en permanence la présentation des ;

2 de continuer d'élaborer un cadre UIT complet de présentation des résultats destiné à appuyer la mise en œuvre du Plan stratégique et la coordination des plans stratégique, financier et opérationnel;3 d'élaborer un cadre complet de suivi et d'évaluation de la performance pour appuyer le cadre UIT de présentation des résultats;

4 de poursuivre l'intégration du cadre de gestion des risques, à l'échelle de l'UIT, dans le contexte de la GAR, pour faire en sorte que les contributions des Etats Membres soient utilisées au mieux,

charge le Conseil

1 de continuer d'examiner les mesures proposées et de prendre les mesures appropriées pour améliorer et mettre en oeuvre comme il se doit la BAR et la GAR à l'UIT;

2 de suivre la mise en oeuvre de la présente Résolution à chacune de ses sessions ultérieures et de faire rapport à la prochaine Conférence de plénipotentiaires.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. L'Annexe 3 de la Résolution 71 a été mise à jour après la session de 2014 du Conseil afin d’incorporer les ressources attribuées au nouvel objectif intersectoriel 1.5 adopté par le Conseil. [↑](#footnote-ref-1)
2. 1 Commission sur le large bande (2013): La situation du large bande en 2013: L'universalisation du large bande. [↑](#footnote-ref-2)
3. La direction de l'UIT a décidé de mettre en place le plan stratégique pour la période 2012-1015 dès 2011 et, dans cette optique, a commencé à évaluer les activités de l'Union et à faire rapport sur ces activités, en s'appuyant sur la structure du nouveau plan. [↑](#footnote-ref-3)
4. Ericsson Traffic Mobility Report. [↑](#footnote-ref-4)
5. Pyramid Research quarterly mobile data forecast, février 2013. [↑](#footnote-ref-5)
6. Emeka Obiodu et Jeremy Green (2012): The Future of Voice, OVUM. [↑](#footnote-ref-6)
7. Saul Berman, Lynn Kesterson-Townes, Anthony Marshall et Robini Srivathsa (2012): The power of Cloud: Driving business model innovation. IBM Global Business Services. [↑](#footnote-ref-7)
8. ITU et CISCO Visual networking index (VNI). [↑](#footnote-ref-8)
9. Cisco Visual Networking Index: Forecast and Methodology, 2011-2016. [↑](#footnote-ref-9)
10. Sources: McKinsey Global Institute, Twitter, Cisco, Gartner, EMC, SAS, IBM, MEPTEC, QAS. [↑](#footnote-ref-10)
11. Cisco Visual Networking Index: Forecast and Methodology, 2011-2016. [↑](#footnote-ref-11)
12. Definition by Gartner. [↑](#footnote-ref-12)
13. Sources: McKinsey Global Institute, Twitter, Cisco, Gartner, EMC, SAS, IBM, MEPTEC, QAS. [↑](#footnote-ref-13)
14. Organisation mondiale du commerce (2013): Rapport sur le commerce mondial, 2013. [↑](#footnote-ref-14)
15. Qiang (2009), cité dans une publication de la Banque mondiale (2009): Information et communications pour le développement, 2009. [↑](#footnote-ref-15)
16. McKinsey Global Institute (2013): "Disruptive technologies: Advances that will transform life, business, and the global economy". [↑](#footnote-ref-16)
17. *Ibid.* [↑](#footnote-ref-17)
18. La Commission sur le large bande (2013): La situation du large bande en 2013: L'universalisation du large bande. [↑](#footnote-ref-18)
19. GSMA/PwC (2012): Touching Lives through Mobile Health: Assessment of the Global Market Opportunity. [↑](#footnote-ref-19)
20. McKinsey & Company (2009): Mobile broadband for the masses. [↑](#footnote-ref-20)
21. La Commission sur le large bande (2012): Le large bande une passerelle entre les TIC et les mesures en faveur du climat pour une économie à faible empreinte carbone. [↑](#footnote-ref-21)
22. GSMA/Cherie Blair Foundation for Women (2010). [↑](#footnote-ref-22)
23. La Commission sur le large bande (2013): La situation du large bande en 2013: L'universalisation du large bande. [↑](#footnote-ref-23)
24. UIT (2013): Données et chiffres concernant les TIC. [↑](#footnote-ref-24)
25. Intel, rapport "Les femmes et le web", janvier 2013. [↑](#footnote-ref-25)
26. Rapport de synthèse sur la consultation relative aux TIC en vue de la Réunion de haut niveau sur la question du handicap et du développement (HLMDD) (68ème session de l'Assemblée générale des Nations Unies (2013): "Utiliser les TIC pour instaurer un cadre de développement tenant compte de la question du handicap". [↑](#footnote-ref-26)
27. McAfee, Centre d'études stratégiques et internationales (2013): Les retombées économiques de la cybercriminalité t de cyberespionnage, juillet 2013. [↑](#footnote-ref-27)
28. Forum économique mondial en collaboration avec McKinsey & Company: Risques et responsabilités dans un monde hyperconnecté, janvier 2014. [↑](#footnote-ref-28)
29. Symantec Intelligence Report: janvier 2013. [↑](#footnote-ref-29)
30. World Economic Forum in collaboration with McKinsey & Company: Risk and Responsibility in a Hyperconnected World, January 2014. [↑](#footnote-ref-30)
31. UIT (2013): Mesurer la société de l'information. [↑](#footnote-ref-31)
32. Consumer Reports Magazine survey June 2011. [↑](#footnote-ref-32)
33. Teen Online & Wireless Safety Survey: Cyberbullying, Sexting and Parental Controls. Cox Communications Teen Online and Wireless Safety Survey in Partnership with the National Center for Missing and Exploited Children, 2009. [↑](#footnote-ref-33)
34. National Cyber Security Alliance (NCSA)-MacAfee Online Safety Study, 2011. [↑](#footnote-ref-34)
35. SMART 2020: Enabling the low carbon economy in the information age. [↑](#footnote-ref-35)
36. Agence internationale de l'énergie: Powering down to save energy need not be a turn-off, janvier 2013. [↑](#footnote-ref-36)
37. McKinsey Global Institute (2013): Disruptive technologies: Advances that will transform life, business, and the global economy. [↑](#footnote-ref-37)
38. Examples include Chile's Digital Agenda 2004, Digital Czech Republic 2011, Estrategia Ecuador Digital 2.0 in 2011, France's Digital Plan 2010, Digital Gabon 2011, Greece's Digital Strategy 2006, Hungary's Digital Renewal Action Plan 2010, Italy's *Italia Digitale* plan 2010, Mexico's Digital Agenda 2011, Oman's Digital Strategy, United Kingdom 2005, Uruguay Digital Agenda 2008-2010. [↑](#footnote-ref-38)
39. UIT (2012): Tendances des réformes dans les télécommunications: Une réglementation intelligente dans un monde placé sous le signe de la convergence. [↑](#footnote-ref-39)
40. UIT (2013): Réglementation et protection du consommateur dans un environnement placé sous le signe de la convergence. [↑](#footnote-ref-40)
41. Groupe de la Banque mondiale (2012): ICT for Greater Development Impact, Sector Strategy. [↑](#footnote-ref-41)
42. Le coût des services TIC doit représenter 60% de la valeur de 2012. [↑](#footnote-ref-42)
43. Le coût des services TIC est comparable à la valeur de 2012. [↑](#footnote-ref-43)
44. Les données étant limitées, la couverture actuelle du signal large bande mobile est prise en compte pour déterminer cette cible. [↑](#footnote-ref-44)
45. Données compilées à l'aide de l'Indice mondial de cybersécurité (GCI). [↑](#footnote-ref-45)
46. A titre exceptionnel, cette cible doit être examinée plus avant par la Commission d'études 5 de l'UIT-T. [↑](#footnote-ref-46)
47. A titre exceptionnel, cette cible doit être examinée plus avant par la Commission d'études compétente de l'UIT. [↑](#footnote-ref-47)
48. La cible 4.1 est une cible qualitative. [↑](#footnote-ref-48)
49. La cible 4.2 est une cible qualitative [↑](#footnote-ref-49)
50. Les cases et les croix indiquent les liens primaires et secondaires avec les buts. [↑](#footnote-ref-50)
51. Les résultats concernent le sous-panier "large bande mobile" du panier des prix des TIC (IPB) de l'UIT. Pour en savoir plus, voir l'édition de 2013 du rapport de l'UIT intitulé "Mesurer la société de l'information", accessible à l'adresse: [http://www.itu.int/en/ITU‑D/Statistics/Documents/publications/mis2013/MIS2013\_sans l'Annexe\_4.pdf](http://www.itu.int/en/ITUD/Statistics/Documents/publications/mis2013/MIS2013_sans%20l%27Annexe_4.pdf). [↑](#footnote-ref-51)
52. Les produits de l'UIT-D et le cadre de mise en oeuvre sont décrits plus haut en détail dans le Plan d'action de Dubaï qu'a adopté la Conférence mondiale de développement des télécommunications de 2014. [↑](#footnote-ref-52)
53. Les personnes ayant des besoins particuliers sont les peuples autochtones, les personnes handicapées, y compris les personnes souffrant de handicaps liés à l'âge, les jeunes, les femmes et les jeunes filles. [↑](#footnote-ref-53)
54. Dans l'attente de la décision des Nations Unies de maintenir ou non cette initiative. [↑](#footnote-ref-54)